

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

JEUDI 30 MARS 1978 - N° 667

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76.

1,70 F

Mitterrand chez Giscard UN CONTACT QUI EN APPELLE D'AUTRES

Les commentaires ne cessent pas à la radio et dans la plupart des journaux sur la décripation de la vie politique. A les entendre, la France prendrait la voie de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne fédérale, où l'opposition collabore ouvertement avec la «majorité». Que cela soit rêve commun à Mitterrand et à Giscard apparaît de plus en plus. Cependant, Mitterrand ne juge pas encore que la situation est complètement mûre pour réaliser ce projet. De plus il n'a pas les moyens de son projet. Le Programme commun a fait faillite mais en est-il de même en ce qui concerne l'Union de la gauche ? Ce point en tout cas est encore en discussion dans le PS.

Le PR, pour sa part, a décidé de montrer sa bonne volonté face aux revendications du PS formulées devant Giscard. Il propose d'accorder deux présidences de commissions de l'Assemblée nationale à l'opposition. Ce premier contact entre Mitterrand et Giscard en appelle d'autres.

(Lire en page 3)

LES PLANS DE GISCARD

- 40 000 licenciements dans la sidérurgie
- Hausse des tarifs publics
- Pas de diminution du chômage avant 1980

Pendant toute la durée de la campagne électorale, les experts des différents organismes gouvernementaux ne sont pas restés inactifs. En fonction d'une situation économique donnée, celle léguée par les gouvernements Barre, en fonction de la crise aussi, ils ont échauffé différentes

propositions. Ce sont ces propositions, aujourd'hui étudiées par Barre et Giscard, que nous sommes en mesure de révéler. Elles montrent bien ce qu'il en est de la politique giscardienne, au delà de l'ouverture et des réceptions de salon.

Dans les semaines qui viennent, les tarifs des

services publics, bloqués depuis longtemps, vont connaître une forte hausse. Le blocage des prix, si réduit qu'il ait été, est maintenant jugé comme superflu. Les experts demandent sa suppression. Parallèlement à ces nouvelles offensives contre les travailleurs, Giscard entend développer la «concertation» et se donne les moyens pour tenter d'acheter les syndicats.

Enfin, un nouveau plan «acier» vient d'être rendu public : aux licenciements déjà prévus, il en ajoute 16 000 autres. Voilà la réalité du «libéralisme» giscardien.

Dans les jours qui viennent, nous publierons d'autres révélations sur les plans secrets de Giscard, notamment en ce qui concerne l'extension du chômage.

Opérations «15 février», «Variantes» et «Pâquerettes»

- PTT : +11,9 % au 1^{er} avril. +20 % au 1^{er} juillet.
- SNCF : +15 % au 1^{er} mai
- EDF : +13 à +15 %.

Tels sont quelques chiffres envisagés dans le document dont nous publions des extraits.

(Lire en page 2)

Journée de la Terre en Palestine occupée

Il y a juste deux ans, le peuple palestinien se soulevait en masse. Il protestait ainsi contre la politique systématique de judaïsation, d'expropriation, de colonisation dont il était victime. Cette date marque aussi le premier soulèvement simultané dans les territoires occupés en 48 et en 67. Celui-ci a été suivi de nombreuses luttes.

(Lire en page 9)



Ouverture de la conférence de la mer

La septième session de la conférence du droit de la mer s'est ouverte mardi à Genève. Elle verra sans nul doute un nouvel affrontement entre les deux super-puissances impérialistes et les pays du Tiers-Monde. Ceux-ci ont remporté ces dernières années une victoire importante avec la définition de la limite des eaux territoriales à 200 milles. Reste le problème du contrôle des détroits. Mais surtout l'enjeu de la conférence sera l'exploitation des richesses des fonds marins. Car on le sait maintenant : la majeure partie des réserves mondiales en pétrole et en métaux se trouve au fond des mers.

(Lire en page 8)

8 morts dans un accident de car

Huit morts dont quatre enfants : c'est le lourd bilan d'un accident d'autocar dans les Pyrénées près de Bagnères de Luchon. Alors que le car était à l'arrêt, les freins ont lâché et le véhicule est allé s'écraser au fond d'un ravin. Il transportait des enfants d'un centre psychopédagogique de l'Essonne en classe de neige. L'accident pourrait être dû à l'absence d'un ralentisseur dans le système de freinage.

(Lire en page 8)

Braud St-Louis : la lutte continue

(Lire en page 5)

MARÉE NOIRE

- L'«Amoco Cadiz» brisé en trois
- Mobilisation contre les responsables
- La fin tragique des oiseaux de mer

L'opération d'élargissement des brèches prévue pour lundi et retardée à cause du mauvais temps n'aura sans doute pas lieu : sous le choc des lames, l'Amoco Cadiz s'est brisé en trois morceaux. L'avant pointe vers le ciel et cette position des cuves va entraîner un écoulement accéléré des quelques 20 000 tonnes de fuel restées dans les cuves.

Pendant ce temps, la marée noire n'a pas progressé de façon significative à l'exception toutefois d'une nappe qui menace sérieusement les îles anglo-normandes. Sans comp-

ter qu'au pétrole de l'Amoco est venue s'ajouter une autre nappe au large de Guernesey, résultat de dégazage clandestin.

Alors que les opérations de nettoyage général doivent commencer, on peut d'ores et déjà faire un premier bilan des conséquences désastreuses de la marée noire pour les oiseaux de mer, de la côte et de la Réserve des Sept Îles : l'hécatombe dépassera de loin celle qu'avait provoquée le naufrage du Torrey Canyon.

(Lire en pages 7 et 12)

■ Tandis que les visites se succèdent à un rythme accéléré à la résidence du président de la République, ces « consultations » annoncent en fait la publication prochaine de la future « politique sociale » giscardienne telle qu'elle se prépare dans les cabinets ministériels. Depuis plusieurs mois déjà, une série de documents circule dans différents services et nous avons pu, en les rassemblant ici et là, parvenir à une vision assez complète de la manière dont l'Élysée entend vraisemblablement rechercher au cours des mois à venir le « consensus social ». Naturellement, les études d'experts ne présagent pas entièrement de la décision politique qui s'ensuivra. Mais elles sont en général commandées en fonction d'une orientation politique prédéterminée. Voici donc, en avant-première, à quelle sauce on va probablement nous manger : il ne serait pas surprenant qu'en annonçant la composition du nouveau gouvernement, Giscard annonce tout ou partie des mesures dont nous commençons aujourd'hui la publication.

Opérations «15 février», «Variantes» et «Pâquerettes» : grandes manœuvres dans les cabinets

Pendant le week-end de Pâques Giscard et Barre ont travaillé : ils avaient sous la main le produit de l'opération «pâquerette», elle-même préparée par l'opération «15 février», voici comment une note d'un service officiel du 6 décembre 1977 annonce ces opérations.

Objet : opération «15 février»

La présente note a pour objet d'indiquer les sujets à traiter par les divers groupes interservices dont la création a été décidée lors de la réunion du 30 novembre afin de préparer l'opération «15 février».

Pour comprendre la nature et la portée de cette opération il convient de préciser plusieurs points.

1) Dès la constitution du gouvernement qui sortira des prochaines élections, le Commissaire général du plan devra être en mesure de lui remettre une note de diagnostic sur la situation de la France et de propositions sur la politique économique et sociale à court et moyen terme dite «Note de Pâques» (26 mars 1978) (1)

2) L'opération «15 février» a pour objet de préparer les études de fond qui serviront à établir cette note.

3) La préparation de l'opération «15 février» s'articule avec l'examen à mi-parcours du VII^e plan.

«Sacrifices» à l'horizon

6) Le diagnostic explicite de toute ce qui suit est le suivant : la situation est grave. Pour y faire face, il faut à la fois :

a) d'un point de vue économique renforcer la compétitivité des entreprises industrielles,

b) d'un point de vue social, une véritable mobilisation du pays qui ne peut être envisagée que si les sacrifices sont équitablement répartis.

Compte tenu de cette situation et de la difficulté qu'il y aura à concilier le maintien de l'emploi avec la poursuite d'une politique d'ouverture extérieure, les propositions qui suivent prennent inévitablement une coloration «économiste». Il conviendra de les compléter par la proposition de constitution d'un groupe de travail supplémentaire explorant plus largement les possibilités d'influer, sur les rapports sociaux en échappant aux contraintes du carré magique (2).

5 «groupes» pour une politique

La conduite de cette opération «15 février» passe par la mise en œuvre de «groupes interservices» réunissant des experts de différents services officiels (INSEE, Commissariat général au plan, direction de la prévision du ministère de l'Économie et des finances...):

- groupe «Contrainte extérieure et appareil productif»
- groupe «Emploi»
- groupe «Finances publiques»
- groupe «Une autre croissance»

Ces groupes ont remis leurs rapports à partir du 15 février ; ces rapports contiennent à la fois un diagnostic de la situation et des propositions de réforme.

A partir de ces documents l'opération «Pâquerettes» a consisté, entre les deux tours à préparer la liste des réformes que Giscard va donner en pâture à ses divers

interlocuteurs lors des «consultations». Pour une vingtaine de propositions issues des rapports du 15 février, des dossiers baptisés du nom de code «Notes du 20 mars» (c'est-à-dire du lendemain du 2^e tour...) — on est décidément très attiré par le style militaire au ministère des Finances — ont été remis à Barre juste avant le week-end de Pâques. Nous avons eu connaissance du contenu de certaines d'entre elles... Elles ne manquent pas d'intérêt. Nous en parlerons plus loin.

Variantes sur fond électoral

Parallèlement à ces efforts d'imagination de la bourgeoisie en crise pour trouver des idées de réformes, les services officiels se sont livrés depuis la fin 1976 à diverses «opérations variantes», c'est-à-dire à l'évaluation, au moyen de modèles mathématiques, qui sont censés représenter les relations existant entre les divers phénomènes économiques (emploi, production, commerce extérieur, inflation, salaires...), de l'évolution «prévisible» de l'économie d'ici 1980-82. Le journal *L'Expansion* a publié à la fin de 1977 les résultats d'une telle étude sur la base de 4 scénarios : «Barre», «Chaban», «Mitterrand», «Marchais». Une nouvelle opération variante, réalisée à partir de novembre 1977 a fait l'objet d'un rapport à Barre quelques jours avant le premier tour des élections. Il s'agit dans cette opération de «tester» 3 politiques économiques, grosso modo : Barre maintenu, Mitterrand et Marchais, en supposant un environnement international identique : «Contrairement à l'approche retenue lors des précédents exercices, il est

proposé d'explorer les conditions internes de développement sur la base d'hypothèses d'environnement international identiques pour les divers scénarios...

La variante A a pour but d'explorer les conséquences de la poursuite d'une politique voisine de celle appliquée au cours de l'année 77...

Le scénario B : une réponse modérée et durable...

Le scénario C : on ne saurait exclure a priori (1), l'étude d'un scénario caractérisé par la mise en œuvre, en début de période d'une hausse importante des salaires et des prestations sociales.

En cours de route la 3^e variante — qui ne pouvait pas être «exclue a priori» fin octobre — a été abandonnée et ne figure pas dans le rapport remis à Barre. Sans doute entre deux la bourgeoisie avait-elle acquis la certitude que le PCF ne parviendrait pas à s'imposer... au «Ministère du plan»...

Ainsi on voit que la bourgeoisie en place en menant ses «opérations 15 février», «Variantes» et «Pâquerettes», s'est depuis longtemps préparée aux échéances de mars. Mais qu'a produit tout ce travail ? La montagne de notes, circulaires, études, rapports rédigés depuis 6 mois... accoucha d'une souris : un nouveau train de «réformes» destinées à faire passer le renforcement de l'austérité.

(1) Par la suite la production de cette note a pris le nom de code «opération pâquerette».

(2) NDLR Les contraintes du «carré magique» sont celles des principales variables économiques.

Salaires : à la recherche d'un «consensus» pour l'austérité

Le groupe d'experts annonce fièrement : «Il s'agit pour le gouvernement d'afficher (sic) une politique à moyen terme de relèvement des bas revenus et notamment des bas salaires»... (hausse annuelle de 10% du SMIC par rapport au salaire moyen). Et, alors que le PCF demande une grille unique de l'OS à l'ingénieur, les experts proposent cette grille... du manœuvre à l'ingénieur ! Mais que signifie en fait tout cela ? Voici la réponse : «La mise en œuvre d'une telle politique (...) viserait autant à susciter le redéploiement de l'appareil productif qu'à réduire les inégalités». Voilà la bourgeoisie rassurée il ne s'agit pas essentiellement de réduire les inégalités mais de mieux adapter l'appareil productif en éliminant les entreprises qui survivent de façon archaïque grâce à une surexploitation des travailleurs au-delà de ce qui est tolérable. Car, est-il dit, tout cela «suppose que les entreprises aient une grande liberté de manœuvre dans le choix des mesures propres à assurer leur adaptation et que celles qui n'auraient pas su s'adapter disparaissent (c'est-à-dire ne soit pas artificiellement soutenues)» : voilà la grande politique d'«assainissement» chère à Barre qui réapparaît et qui signifie fermeture d'entreprise et chômage...

Prix : le plan de hausse est déjà prêt

Au reste, si les travailleurs devaient encore se faire des illusions, la suite est là pour les leur ôter : les hausses prévues viendront encore rogner le pouvoir d'achat des bas salaires qu'on prétend améliorer.

«La politique du contrôle des prix soulève de nombreux problèmes... Dans l'ensemble, il tend à apparaître que cette politique présente plus

d'inconvénients que d'avantages et qu'il serait par conséquent souhaitable d'essayer de s'en libérer». En clair : supprimer le contrôle des prix comme le souhaitait Giscard, dès la réunion du 21 juillet 77 du Conseil central de planification.

La fin du contrôle des prix cela signifie d'importantes vagues de hausse des prix car, comme l'indique le rapport il existe des «réserves d'inflation» : «Il en va aussi notamment des retards de hausse de prix imposés à certains secteurs du fait de la politique de lutte contre l'inflation : qu'il s'agisse des loyers, des tarifs publics, voire d'un certain nombre de prix de biens et services... Les retards enregistrés ne sont que des hausses différées et devront tôt ou tard être rattrapés». Plus loin les choses sont précisées pour les services publics :

— Postes et télécommunication : + 11,9 % au 1^{er} avril et + 20 % au 1^{er} juillet.

— SNCF : + 15 % au 1^{er} mai

— Electricité et gaz : +13 à 15 %

Une fois les élections passées, les prix vont rattraper leurs «retards» : avec cynisme que la politique de contrôle des prix de Barre est une farce sinistre.

Sur les traces du plan Barre

«Réduire la tension inflationniste est un objectif inséparable du rétablissement d'un consensus social». Cette affirmation résume finalement la politique que proposent les experts du Plan dans leur rapport du 24 mars sur «l'inflation et les revenus». C'est ce qui était déjà indiqué dans la fixation des objectifs de ce groupe :

«Exposé des motifs : l'expérience du plan Barre montre que les conditions de la lutte contre l'inflation vont être

encore plus sévères que nous ne l'imaginions voilà un an encore. Quelle que soit l'orientation politique du gouvernement qui résultera des prochaines élections (droite ou gauche) il est probable qu'il devra envisager le maintien d'un système d'affichage de normes d'encadrement des prix, des revenus et de la monnaie». (1)

Soigner les «partenaires sociaux»

Quel que soit l'enrobage, une telle pilule risquerait bien cependant d'être difficile à faire avaler. Alors, les «experts» giscardiens ont imaginé un autre expédient, qui pourrait bien faire l'essentiel de ce que Giscard, en ces jours de réception à l'Élysée, propose aux dirigeants syndicaux.

Untel encadrement n'a évidemment de chances d'être accepté que si, en même temps, les travailleurs et leurs organisations obtiennent des garanties substantielles dans différents domaines (conditions de travail notamment).

Les propositions de collaboration de classe sont nombreuses dans ce domaine. En voici quelques-unes :

— Renforcement de la «capacité de négociation des partenaires sociaux (...) en accroissant le nombre de délégués syndicaux et en augmentant le montant des aides financières à la formation syndicale».

— «Création de centres autonomes, régionaux ou par branches, d'analyse de l'évolution des prix, des profits et des coûts, aux travaux desquels seraient associés, les partenaires sociaux qui le souhaiteraient».

— Participation des «partenaires sociaux» au groupe chargé d'établir régulièrement les prévisions économiques servant à la détermination des «normes affichées par le gouver-

nement» sur l'évolution des prix, des salaires...

— «Des mesures devraient être prises pour améliorer et développer les négociations au niveau de l'entreprise. Elles pourraient en particulier viser à rendre obligatoire la négociation d'un accord d'entreprise à partir d'une certaine taille ; à ce niveau, la discussion devrait obligatoirement porter sur tous les éléments concourant à la détermination de la rémunération réelle des salariés».

La négociation de ces contrats se ferait au niveau de l'entreprise et utiliserait la «méthode des comptes de surplus» qui consiste à faire dépendre les salaires des résultats financiers de l'entreprise : selon cette méthode, en cas de difficultés de l'entreprise, les travailleurs se verraient invités à accepter «spontanément» UNE RÉDUCTION DE LEURS SALAIRES !

Tel est le prix qu'on voudrait nous faire payer l'extension des avantages et des pouvoirs consentis aux appareils syndicaux : un peu de cogestion à l'allemande, une bonne dose d'austérité à l'italienne, voilà les recettes imaginées par les cabinets pour réaliser ce «consensus social» si difficile à obtenir pour une droite déjà largement connue des travailleurs.

(1) «L'affichage des normes», c'est la manière dont on traduit dans les ministères la situation que nous vivons déjà depuis un an et demi de plan Barre : blocage des salaires, suivant des pourcentages déterminés à l'avance pour l'année, accompagné d'une prétendue «modération» des prix, dont nous venons de voir ce qu'elle nous coûterait, et d'un contrôle du crédit.

(à suivre)

Chirac, Mitterrand, Marchais chez Giscard : LES LIMITES D'UNE OUVERTURE



● Ainsi donc, Giscard a réalisé le grand rêve qu'il caressait depuis son élection en 74 : Mitterrand a franchi les marches de l'Élysée, et Marchais le suit de peu. Si l'on en juge par l'énorme armada de journalistes, photographes et caméramen dans la cour du palais présidentiel, si l'on en juge par la place qui lui est accordé dans les colonnes des journaux sur les ondes, l'événement a quelque importance. Il affleure généralement des commentaires un petit parfum d'ironie, volontaire ou non, et c'est bien normal : ils étaient nombreux ceux qui, il y a seulement un mois, s'imaginaient une rencontre Giscard-Mitterrand dans de toutes autres conditions ; Mitterrand étant le vainqueur venu chercher son dû, la place de premier ministre, et Giscard étant le vaincu, condamné ne fusse que provisoirement, à se soumettre. Singulier retournement qui illustre bien la profondeur de la crise politique, où tout est possible, et rien n'est acquis pour aucun des clans de la bourgeoisie.

Mais l'essentiel n'est pas là. Ce qui est en cause, aujourd'hui, c'est bien cette « union nationale » que beaucoup voient germer derrière les entrevues Giscard-Mitterrand et Giscard-Marchais. En effet, de doctes commentateurs nous expliquent que le « paysage politique » est en train de changer, que nous en sommes au passage de la « cassure en deux », à la « cohabitation » et que progressivement, nous nous acheminons vers un système à l'anglaise, à l'américaine ou à l'allemande. Tel est du moins leur vœu, très largement exprimé par le canal des grands médias. Il nous faut y regarder de plus près.

En Grande-Bretagne, aux États-Unis ou en Allemagne, on pratique l'alternance travaillistes et conservateurs, démocrates et républicains, sociaux-démocrates ou chrétiens démocrates et on pratique aussi la concertation : les chefs de l'opposition sont fréquemment consultés, ils participent aux réceptions des chefs d'État étrangers, il leur arrive même de participer aux « affaires » dans les grandes occasions. Ce pluralisme-là, c'est un vœu depuis longtemps caressé par de larges fractions de la bourgeoisie française. Pourtant, au sein d'une bourgeoisie en crise, le chemin est long du vœu à la réalité effective.

UNION NATIONALE DE CHIRAC A MARCHAIS ?

Une vaste union nationale, regroupant autour d'une même volonté politique l'ensemble de la bourgeoisie, de Chirac à Marchais, est-elle possible ? Certes, tous font partie de la bourgeoisie, en ce sens qu'ils entendent tous perpétuer, ou entretenir, le système de domination capitaliste. Mais cela suffit-il pour les mettre dans le même sac, et surtout cela suffit-il pour les unir autour d'un même projet politique ? En fait, les révisions déchirantes engagées au sein du PCF, ne modifient en rien le fond de son projet propre, un capitalisme d'État reposant sur une recombinaison de la classe bourgeoise. Les contradictions restent entières entre clans de la bourgeoisie, et par voie de conséquence, l'attitude face à la crise aussi. De plus, la bourgeoisie n'est aujourd'hui pas suffisamment aux abois pour qu'elle en vienne à gommer des contradictions aussi profondes, puisqu'elles portent sur le type de domination des masses à mettre en place.

Le vrai problème qui est posé, ce n'est pas celui d'une union nationale allant de Chirac à Marchais, mais bien plutôt celui

d'une alliance de fait et de forme entre la droite réformatrice de Giscard et la social-démocratie de Mitterrand. C'est un vieux projet des giscardiens, c'est une vieille idée des socialistes. Mais ce n'est pas encore pour demain.

GISCARD ET MITTERRAND, N'ONT PAS LES MAINS LIBRES

Bénéficiant d'une poussée de l'UDF, qui lui donne la possibilité de son ouverture, mais flanqué d'un RPR qui n'entend pas céder la place aussi facilement, Giscard voit sa marge de manœuvre réduite. S'il envisage de grands desseins pour son « ouverture », c'est pour demain ; aujourd'hui, ce qu'il met à l'ordre du jour, c'est simplement un « code de bonne entente » avec l'opposition. Tout au plus, peut-il aller vers des consultations plus fréquentes avec certains hommes de gauche, et une participation plus « constructive » de ceux-ci à la vie parlementaire. Trop écouter les conseils de Mitterrand, entreprendre des réformes par trop inspirées du PS, confier trop de responsabilités parlementaires ou autres à trop de socialistes ou même de radicaux, ce serait pour lui s'attirer les foudres d'un RPR on ne peut plus vigilant, et qui saura à l'occasion faire peser tout le poids de son groupe à l'Assemblée.

Mitterrand a ceci de commun avec Giscard que sa marge de manœuvre à lui aussi est réduite. Au sein de son parti tout d'abord. Et pas seulement par le seul fait du CERES. Des voix de plus en plus nombreuses au sein du PS s'élèvent pour remettre en question la place de premier secrétaire de Mitterrand, d'autres tels Rocard avancent ouvertement leur stratégie propre, sans même attendre les délibérations internes. De plus, si le programme commun est

mort, l'Union de la gauche vivote encore, avec sa justification première pour le PS : garder un électorat très vite en cas d'alliance immédiate avec Giscard. De la même manière que le président de la République doit encore faire des efforts pour se dégager de la poigne RPR, Mitterrand a encore du chemin à parcourir pour négocier le grand virage qui l'amènerait de l'Union de la gauche à une combinaison de type centriste.

Ces divisions de la bourgeoisie trouvent un révélateur choquant dans les présidentielles de 1981, dont tous parlent déjà. Le PCF a fait savoir de longue date qu'il présenterait un candidat, défendant donc le projet spécifique du parti de Marchais. Chirac aussi s'est explicitement mis sur le rang, fixant à son parti l'objectif de reconquérir l'hégémonie pleine et entière sur la droite. La seule question qui reste posée est de savoir s'il y aura un candidat soutenu par Giscard, si ce n'est lui-même, et un candidat socialiste, ou bien un seul candidat. Au PS, en tout cas, des voix, nombreuses, influentes, celle de Mauroy ou celle de Rocard, d'autres encore, ont déjà fait savoir qu'il faudrait que les socialistes aient leur propre candidat. C'est un indice sérieux du fait que l'alliance giscard-socialiste n'est pas envisagée de sitôt.

Oui, il y a une ouverture. Mais une ouverture à la mesure des moyens de la bourgeoisie française : petite, progressive, sans ambition. L'union nationale de nos exploités n'est pas pour demain, sous réserve toutefois d'une telle aggravation de la crise qu'ils en viendraient alors à pratiquer une union d'un autre type : celle de la peur.

Nicolas DUVALLOIS

La déclaration de Mitterrand

On lira ci-dessous les principaux extraits du communiqué lu par Mitterrand après 90 minutes d'entretien avec Giscard. On remarquera simultanément une certaine fermeté de ton (qui montre que la social-démocratie ne juge pas l'heure arrivée de la coalition giscard-socialiste dont elle poursuit l'objectif), et par ailleurs une absence totale de référence à l'Union de la gauche et encore moins au programme commun.

Ces deux caractéristiques donnent un peu la direction dans laquelle certains, à la direction du PS, souhaitent voir s'engager la social-démocratie. Mais ce n'est pas là une orientation qui recueille l'assentiment de tout le Secrétariat du PS (dont la minorité est exclue depuis Paul), qui se réunit jeudi à Suresnes pour débattre de la situation politique. On précise au PS (précision peu convaincante) que l'entrevue Giscard-Mitterrand n'y est pas à l'ordre du jour.

(...) Je crois de l'intérêt supérieur du pays qu'au delà de nos divergences : les vues sur les institutions et leur fonctionnement s'établissent de nouvelles règles et de nouveaux usages dans (...) la pratique quotidienne de la démocratie (...). A la majorité de gouverner. A l'opposition d'exercer son droit de critiques et de propositions, mais à l'un et à l'autre de respecter ce qu'ensemble elles représentent, je veux dire la communauté nationale (...).

J'ai insisté auprès du président de la République pour que dans nos esprits soient prévues au plus tôt les mesures afin d'aboutir à un statut équitable de l'information (...), de garantir l'exercice réel du contrôle parlementaire (...), de porter à la connaissance des citoyens le mode de financement des partis politiques (...) (à propos de) l'utilisation illicite du vote des Français de l'étranger, la fraude dans plusieurs circonscriptions d'outre-mer et j'ai demandé que fussent ordonnées à cette fin les enquêtes nécessaires. Le bon usage du dialogue dont le chef de l'État a pris l'heureuse initiative exige qu'en soit banni tout langage de complaisance.

Le président de la République et moi n'avons pas abordé les problèmes propres à la politique. Si la gauche l'avait emporté, elle aurait appliqué son programme. La droite ayant conservé la majorité à l'Assemblée nationale, il lui appartient de définir elle-même ses objectifs. J'ai cependant souligné qu'il serait illusoire d'entretenir l'opinion dans l'idée d'une confusion possible entre les deux projets qui se sont affrontés au cours de ces dernières années (...). Le Parti socialiste entend proposer un plan à long terme impliquant à la fois la réduction des inégalités, une stratégie industrielle, une politique de plein emploi et la décentralisation de nos institutions ; sans omettre la dimension européenne de la plupart des problèmes. Il continuera de lutter dans l'immédiat pour que changent les conditions de vie et de travail du plus grand nombre des Français (...). Les socialistes restent disponibles pour apporter leur contribution à toute entreprise utile à l'indépendance nationale, à la construction de la paix et à la présence de la France dans le monde (...).

LE RPR CONTRE L'OUVERTURE

Comme on pouvait s'en douter, les invitations de Giscard aux dirigeants de l'opposition, suscitent les critiques du RPR. Les résultats de la politique d'ouverture de Giscard influeront de manière importante sur les rapports au sein de la coalition de droite. D'ores et déjà, le RPR, pour sa part, fera tout ce qui est en son pouvoir pour faire échouer une éventuelle coalition de type centre-gauche qui l'écarterait ou le réduirait à la portion congrue.

Déjà, dans la *Lettre de la Nation* de vendredi dernier, Charpy critiquait ces invitations en écrivant : «Tous les projecteurs étant braqués sur les chefs de l'opposition, la réception des dirigeants de la majorité risque de rester dans l'ombre. C'est illogique dans la mesure où c'est surtout sur eux que le Président de la République devra compter pour soutenir son gouvernement». Et Charpy souhaite que : «L'appel à l'union des Français» ne soit pas «compris comme une ou-

verture au compromis», et s'interroge sur le sens à donner aux propos de Giscard parlant de «*cohabitation raisonnable*» de la majorité et de l'opposition.

Le RPR, fort de ses 150 députés, dispose de moyens importants comme première formation de la majorité pour mettre des bâtons dans les roues aux tentatives de Giscard. Un porte-parole du RPR avait récemment que les opposants à une coalition giscard-socialiste étaient majoritaires à l'Assemblée (RPR-PCF-CERES). Dans ces conditions, la marge de Giscard est plutôt étroite.

Mais les positions au sein du RPR ne sont pas unanimes. On sait que certains, comme Chaban-Delmas, sont favorables à une ouverture à gauche. La candidature de ce dernier à la présidence de l'Assemblée contre Edgar Faure constituera un premier test de l'unité du groupe RPR ainsi que de l'avenir des relations RPR-UDF. La bataille au sein de la droite ne fait que com-

Séguy à l'Élysée

«DE L'AUTHENTIQUE, PAS DU TOC !...»

«Déverrouiller les négociations» titre *L'Humanité* de mardi. «Débloquer les négociations» titre en écho *Le Matin*, à propos des visites des directions syndicales à l'Élysée. Tel serait donc l'objectif des discussions. Et pour ce qui est de la CGT, *La Vie Ouvrière* de cette semaine précise, sous la plume de René Lomet, secrétaire confédéral : «Nous voulons traiter par la discussion de vraies solutions, aboutir ainsi à des compromis acceptables pour tous. Bref, des négociations réelles, de l'authentique, pas du toc». Le commentateur de *L'Humanité* ajoute : «Les jauges sont déjà en place.

Elles s'appellent : SMIC à 2 400 F ; 40 H par semaine ; indice des prix acceptable ; mesures pour l'emploi, notamment celui des jeunes ; retraite à 60 ans ; cinquième semaine de congés payés, etc...».

Quel rapport entre ces revendications et les intentions affichées par Giscard, on se le demande. De cette liste, quel travailleur pourrait imaginer qu'une seule soit satisfaite après ces visites ? Qui pourrait croire que le patronat est prêt aujourd'hui plus qu'hier à engager des négociations et à les faire aboutir ?

Alors, pourquoi ce délai accordé par Séguy à Giscard, quand il prend la peine de préciser : «La CGT est pour l'ouverture d'une politique contractuelle constructive à tous les niveaux. Mais si d'ici au mois de mai, rien n'était débloqué, il serait nécessaire d'avoir recours à l'action syndicale pour obliger le gouvernement et le patronat à céder». Bien sûr, Séguy ne veut pas donner l'impression d'engager la revanche du PCF sur la droite, au niveau des luttes, tout de suite après les élections. Son engagement trop voyant aux côtés du PCF, son appel public à voter pour lui,

même si c'était en tant que membre du bureau politique du PCF, lui ont déjà coûté assez cher.

C'est dans ce sens qu'il a intérêt à donner l'impression qu'il veut faire la part des choses, indépendamment des partis, objectivement, sur la base de ce qu'aura fait Giscard. Mais cette attitude soulève, parmi les syndiqués CGT, plus de questions qu'elle n'en résout : après la défaite de la gauche, et donc de toute la tactique impulsée par la direction CGT, que signifie d'aller à l'Élysée, en vaincu, avec un rapport de force nul ?

Dans la presse du PCF

SILENCES

● La presse du PCF est d'une remarquable discrétion en ce qui concerne le bilan des législatives. Le ton est plutôt à la défensive. Il est vrai que le PCF vient de perdre des élections sur lesquelles il misait beaucoup. Sa situation face à ses militants et aux travailleurs qu'il influence est pour le moins inconfortable.

Le PCF fait tout pour minimiser la défaite qu'il a subie. *France-Nouvelle* trouve moyen de faire remarquer que «le Parti communiste français demeure présent et fort». Deux pages sur le bilan des élections, puis on passe vite à d'autres sujets, notamment la tactique de la droite pour l'immédiat. Mais la plus grande partie de la revue est consacrée à des pages internationales ou culturelles. Nous avons déjà relevé la même gêne dans le dernier numéro de *L'Humanité-Dimanche*. On peut effectivement se demander quelle peut être la tactique du PCF dans l'immédiat.

DEUX LANGAGES

En feuilletant la presse révisionniste et en observant l'attitude du PCF, notamment à l'occasion de la lutte contre la marée noire, on est frappé par l'incohérence au moins apparente des positions du PCF.

D'un côté, le PCF part à l'offensive sur la question de la marée noire. Il rend compte avec sympathie de la manifestation de lundi. A une époque précédente,

les heurts entre manifestants et forces de l'ordre auraient donné lieu à des invectives contre les «gauchistes irresponsables». Rien de tel cette fois-ci : les incidents sont signalés, mais sur un ton prudent et mesuré.

Parallèlement à ce langage combatif, *L'Humanité* justifie la visite de Marchais à l'Élysée, appelle Giscard à «tenir compte du vote des Français» et tient un curieux discours sur la démocratie tous terrains : «Dans la rue, comme dans les assemblées, sur le champ syndical comme sur le champ politique», parce que «dans le dur combat qui oppose les forces de progrès aux forces de réaction, aucune occasion n'est à négliger».

Il est sans doute trop tôt pour tirer des conclusions sur la tactique du PCF pour les mois à venir. Ainsi, l'absence de critiques vis-à-vis des «gauchistes» ne signifie pas forcément qu'il va miser dans l'immédiat sur des tentatives de récupération d'une partie de «l'extrême-gauche». Mais ces positions vis-à-vis de «l'extrême-gauche», comme vis-à-vis de l'invitation de Giscard traduisent bien la gêne d'un parti qui est en position de faiblesses politiques. Refuser l'entrevue avec Giscard, alors que Mitterrand l'avait acceptée, cela aurait signifié pour lui se retrouver dans le ghetto dont il a tout fait pour sortir. Critiquer l'extrême-gauche ou les écologistes à propos de la manifestation de Brest, cela aurait signifié s'exposer à des critiques gênantes. Cette prudence du PCF est bien le signe d'un manque de perspectives politiques dans la situation actuelle.

François NOLET

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 324 Paris Cedex 19

LA LCR PERSISTE ET SIGNE

Dans *Rouge* de lundi, un lecteur, qui se dit par ailleurs sympathisant de la LCR, écrit : «Le poids de l'alternative de l'Union de la gauche est considérablement relativisé. Les conditions d'un débat positif sont là : n'hésitons plus, ne nous contentons plus de regarder vers une Union de la gauche qui se décompose».

La réponse de *Rouge* remet ce lecteur à sa place.

D'abord pour affirmer que la défaite de la gauche atteint «le mouvement ouvrier dans son ensemble». Et que «nous ne pouvons pas prétendre être une alternative concrète à l'Union de la gauche battue et provisoirement disloquée». Ce qui est tout à fait vrai s'agissant des trotskystes qui avaient fondé tous leurs espoirs politiques sur la venue de la gauche au pouvoir. En définitive, pour la LCR, «des travailleurs continueront à attendre de leurs partis de masse une solution politique». En conséquence de cette analyse, la LCR continuera «à s'adresser aux organisations majoritaires dans la classe ouvrière, à leur base comme à leur direction». Ce qui témoigne d'une belle constance dans l'exploration de voies sans issue. La LCR veut-elle se faire décerner un brevet de meilleur partisan de l'union ?



Chirac à sa sortie de l'Élysée.

Le PS libéré

Dans une lettre ouverte aux militants du PS du Rhône, Henu déclare que son parti est «libéré d'un programme commun, hélas non actualisé». Il ne dit pas vers quoi débouche cette libération.

Lecanuet lui donne la réponse. Dans une interview à *Paris-Match*, à la question : «Seriez-vous choqué de voir Fabre, Delors ou Rocard entrer au gouvernement ?», il répond : «Je ne fais aucun pronostic de cette nature, mais je ne serais nullement choqué.» Et ajoutant qu'il le souhaitait.

Soisson prudent

Dans une interview au *Quotidien de Paris*, Soisson développe les mêmes idées d'ouverture, mais avec plus de prudence : «La longue marche vers l'unité commence», mais ajoute-t-il : «Il ne faut pas croire que tout cela est miraculeux ou que tout va être facile. Le travail engagé doit être constant et obstiné. Il va falloir beaucoup de modération dans les propos et les attitudes.» Il est vrai que les magouilles seront laborieuses, notamment à cause de l'obstruction du RPR.

Hôpitaux de la région centre : 28^e jour de grève

LES HÔPITAUX OU L'ON PERD SA VIE

● Rassemblant le personnel des quatre établissements d'Orléans-centre, de la Source, de l'Hospice et de la pouponnière, près de 2 000 travailleurs hospitaliers d'Orléans étaient en grève illimitée pour le 28^e jour mardi. La lutte qui s'est étendue à d'autres hôpitaux de la région tel que Tours, Chartres après Romorantin, Blois et Vendôme est animée par les hospitaliers qui se réunissent chaque matin en Assemblée générale. Salaires, conditions de vie et de travail, intégration des non-titulaires, voilà les revendications dont font état les banderoles qui ornent les grilles de l'hôpital.

Syndicats CFDT et CGT et non syndiqués organisent après le bilan des actions de la veille le programme de la journée. Mardi, après un long week-end pascal l'assemblée était peut-être un peu moins nombreuse qu'à l'ordinaire, mais cela était prévisible et normal dit un gréviste qui n'a pas besoin d'insister pour montrer que le personnel est toujours aussi déterminé qu'au

premier jour tant la réunion est animée. Les initiatives prises par un groupe de grévistes sont attentivement examinées, ils ont imaginé de faire signer une pétition de soutien, à leur lutte, par les visiteurs des malades et même par quelques uns de leurs patients. L'assemblée trouve l'idée très bonne, mais une déléguée syndicale fait remarquer que l'assemblée générale ne s'était pas

prononcée à l'avance sur l'action menée. Aussi elle parle de la démocratie syndicale mal respectée... mais bien vite elle bat en retraite car personne n'a eu l'idée de voir là une «magouille» d'éléments «non contrôlés, irresponsables». Cet exemple donne peut-être une idée de l'ambiance dans laquelle les travailleurs hospitaliers conduisent leur lutte, chacun prend rapidement la parole. En une heure, le travail est organisé, pour les commissions qui se réunissent l'après-midi sur les lieux de travail.

GRATUITÉ DES SOINS

Les tâches à accomplir dans la journée sont discutées : «Il faut développer la mobilisation des services en trouvant des formes de luttes qui répondent aux dernières attaques de la direction». Celle-ci fit pression sur les surveillantes et sur les responsables des services techniques (en particulier à la buanderie) pour qu'ils intimident les infirmières, alors que, comme c'est précisé en assemblée générale, il ne peut être exigé un autre travail que celui qui n'engage pas la sécurité du malade. Face à l'escalade de la direction, la gratuité des soins devrait s'étendre à l'ensemble des services des deux hôpitaux d'Orléans et de La Source. Les Labo et Radio pratiquent déjà cette forme de lutte qui se révèle très dangereuse pour la direction qui «perd» de l'argent. Or ici, la rentabilisation à tout prix est la règle sur le dos des hospitaliers en premier lieu mais aussi des malades : «Le personnel est trop peu nombreux ; c'est donc plus de travail pour chacun, et surtout, des malades à qui on ne peut pas accorder une parcelle de son temps sous peine de ne pas assurer le service minimum pour l'ensemble. On voit qu'on est bien loin des mesures d'humanisation des hôpitaux dont Simone Veil nous a tant rebattu les oreilles !». La grève dans un hôpital a ceci de particulier que le travail ne s'interrompt pas.

TRAVAIL ÉGAL SALAIRE ÉGAL

On vient en assemblée générale par roulement ou bien après son service comme cette travailleuse qui a fait la nuit et vient témoigner ici : «Il n'y a qu'une infirmière pour six services là où je travaille». Mais cela n'a rien d'étonnant pour un aide-soignant qui m'explique que les infirmières effectuent régulièrement des soins qui sont de la responsabilité des médecins (pose de sondes ou de cathéter...) de la même manière les agents de services hospi-

taliers les ASH font le même travail que les aides-soignantes ; sans en obtenir ni la reconnaissance de la qualification pourtant bien réelle, ni le salaire.

La politique salariale de la Dass (direction à l'action sanitaire et sociale) est égale à elle-même quand pour le même travail elle trouve le moyen de créer deux catégories d'ouvriers à la banderole.

«VOYEZ A PARIS...»

Jeudi, une grande manifestation a rassemblé les hospitaliers dans les rues d'Orléans et, sous la pression, la préfecture a reçu une délégation. Mais rien, aucun résultat n'est venu de cette entrevue : «Il faut que madame le ministre...» «Voyez à Paris, ici on ne peut rien faire». «À quoi servent donc les préfectures ?», demandent les hospitaliers devant tant d'irresponsabilité. «À bien organiser les élections, et diriger les flics contre les travailleurs» sans aucun doute.

La manifestation qui préfigure un mouvement national le 13 avril, sans doute, avait d'autres mots d'ordre que ceux concernant les augmentations d'effectifs, elle portait aussi sur la formation, sur l'augmentation des salaires de misère, 1 800 F à l'embauche, 400 F pour tous et la titularisation de tous les temporaires, l'égalité des salaires avec Paris, en particulier le paiement de 13 heures supplémentaires accordées à Paris et pas en province. À tout cela s'ajoutent les conditions de travail dans des locaux vétustes qui mettent en danger la santé des travailleurs et ne permettent pas, on s'en doute bien une hospitalisation correcte des malades. En particulier, le comble de l'ignoble est atteint à l'hospice des vieux ; parce que les travailleurs ne sont plus productifs on les parque dans des salles où les cafards pullulent, où les fissures dans les murs ne sont plus rebouchées depuis longtemps.

La cuisine de l'hôpital d'Orléans n'a pas été repeinte depuis vingt ans, on y prépare toujours la nourriture. Dans ces endroits on ne vous soigne pas, mais l'on répare hâtivement les machines humides pour les renvoyer bien vite au travail. Et dans le centre hospitalier tout neuf de La Source-Orléans les conditions de vie et d'hospitalisation sont-elles meilleures ? À voir la fatigue du personnel et l'air perdu des malades qui presque valides sortent dans les couloirs interminables, on comprend mieux la détermination de ces travailleurs qui ont dit qu'ils ne rentre- raient que victorieux.

Bernard PELO

Chantier de la centrale nucléaire de Braud-St-Louis la lutte continue

Les patrons des 1 200 ouvriers du chantier de Braud-St-Louis se seront levés tôt en pure perte mardi matin : ils avaient en effet proposé que des négociations se tiennent à 5 heures du matin, comptant faire reprendre le travail à l'embauche de 7 h 30. Mais les travailleurs, qui entament leur cinquième semaine de grève n'ont pas l'intention de céder sur leurs revendications. Ils ont donc décidé de reconduire leur mouvement.

Institut G. Roussy de Villejuif

Les directions syndicales bloquent toute riposte aux licenciements

Une semaine après, rien n'a encore été fait, à l'Institut Gustave Roussy de Villejuif pour s'opposer aux 2 licenciements décrétés brusquement par le directeur Cachin.

Les 2 infirmiers de nuit licenciés pour faute professionnelle grave, tout à fait injustifiée, risquent bien de voir la mesure confirmée par la commission de discipline dans les prochains jours, sans que leurs camarades n'aient riposté. La responsabilité est à imputer aux directions syndicales qui ont décidé seules des modalités d'action. Elles ont véritablement trahi les travailleurs :

Un préavis de grève avait été déposé pour mardi 28 mais aucun mouvement de grève n'a été amorcé. Du côté du PCF, on sort un papier au titre ronflant «... Exigeons la levée immédiate des licenciements». Mais derrière ces belles paroles, quelles propositions de lutte effective a fait ce parti ?

Ainsi, sans aller jusqu'à appuyer directement les 2 licenciements comme nous l'affirmons par erreur dans le journal des 26-27-28, le PCF, avec les responsables syndicaux ne souhaite pas que les travailleurs se mobilisent pour défendre leurs camarades, c'est le moins qu'on puisse dire !!!

Caisse d'Allocations familiales : la lutte continue après 58 jours de grève

Mardi matin 28 mars, à l'Assemblée générale quotidienne, les employés ATHQ en grève depuis le 31 janvier ont une nouvelle fois reconduit leur mouvement. L'après-midi, une délégation du personnel, comprenant des délégués syndicaux et des délégués des services devait rencontrer la direction pour réaffirmer sa détermination concernant le paiement des heures de grève.

C'est mercredi après-midi que se réunit un conseil d'administration extraordinaire, consacré au conflit et qui doit rechercher des solutions. La plus grande incertitude règne quant à la participation des patrons à ce conseil, ce qui aurait probablement pour effet d'empêcher sa tenue, le quorum n'étant pas atteint. Quoi qu'il en soit, les grévistes de la CAF sont bien déterminés à faire aboutir leur principale revendication : niveau 6 pour tous les ATHQ.

Colombes : débat sur la vie des travailleurs immigrés

L'ASTI et l'Union locale CFDT de Bois Colombes (dans la région parisienne) organisent, le vendredi 31 mars à 20 h 30 une réunion-débat sur le thème «La vie des travailleurs immigrés en France».

Cette réunion qui se déroulera au «Centre 72», 72 rue Victor Hugo à Bois Colombes, verra la projection de deux films : *Après le dernier train*, réalisé par la CFDT sur la dernière grève des nettoyeurs du métro. — un montage de diapositives *Le Dossier Stoléro* réalisé par l'ASTI.

Pour tous renseignements complémentaires, il est possible soit :

— D'écrire à Union Locale CFDT, 18 rue de l'Indépendance, 92 700 Colombes.

— De téléphoner tous les mardis et jeudis à partir de 18 heures au 242 19 94

Sidérurgie Lorraine : 15 000 licenciements supplémentaires

Il y a un an, le «plan acier» dans la sidérurgie entraînait l'annonce de 16 000 licenciements, notamment dans la région Lorraine. Un certain nombre d'entre eux, ont déjà été effectués en Lorraine. Mais voilà que pour les maîtres des forges, le «plan acier» décidé il y a un an, n'est plus adapté vue l'aggravation de la «crise». De nouvelles mesures sont donc envisagées par le patronat sidérurgique qui se traduira par 10 000 à 15 000 suppressions d'emplois supplémentaires dans la Lorraine et le Nord. Ces licenciements s'ajouteront aux 16 000 licenciements, qui risquent eux mêmes de passer à 20 000, et auraient lieu sur trois ans, jusqu'en 1983. Rappelons que le précédent plan de restructuration, prévoit 16 000 licenciements pour le 1^{er} avril 1979 (13 000 en Lorraine et 3 000 dans le Nord) !

Alsthom Savoisiennne (St Ouen) : annulation du procès de la CSL

Depuis quelque temps, cette officine fasciste au service de la bourgeoisie et du patronat essaye de s'implanter à l'intérieur de l'usine Alsthom, à Saint Ouen, dans la Banlieue Nord de Paris.

Un procès a été intenté par la CFDT, la CGT et la CGC de l'Alsthom Unelec (ex-Savoisiennne) contre la représentativité de ce soi-disant syndicat, le verdict vient d'être rendu «le procès n'a plus lieu d'être : la CSL ne revendiquant ni délégué syndical, ni panneau d'affichage dans l'usine, mais la section syndicale continue d'exister».

Un succès qui a plutôt l'air d'un échec. Il s'agit en effet d'un recul tactique de la CSL (même si ce recul est imposé par les syndicats) qui se tapit en attendant son heure et en continuant ses diffusions de tracts haineux envers les travailleurs et leurs organisations.

Ceci prouve que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre force pour faire échec à la CSL et imposer leurs revendications.

Seule cette mobilisation fera échec à la CSL car aucun procès n'a jamais arrêté ces individus de continuer leur sale besogne.

Les travailleurs de l'Alsthom ne laisseront pas le terreur fasciste s'installer petit à petit dans l'usine.

Corr. St Ouen

Notre camarade Pierre Bernard est mort

Pierre notre camarade n'est plus, dix ans après cette année 68 qui nous avait rapprochés, il nous a quittés à l'âge de 53 ans. Si depuis un certain temps à cause de la maladie, il ne pouvait plus participer à la vie militante, il continuait à suivre notre lutte. Notre lutte, c'est-à-dire la lutte des révolutionnaires français à laquelle il a participé depuis son adolescence.

Ayant combattu l'occupant nazi, il n'avait jamais admis l'abandon à la bourgeoisie des armes de la Résistance populaire. Il n'avait jamais admis le «retrousser-vois manches» de Thorez à la Libération, il n'avait jamais admis l'éviction d'André Marty du PCF.

Pendant plus de vingt ans, dans des conditions difficiles il fut de ceux qui n'ont jamais abandonné l'idéal révolutionnaire, et c'est tout naturellement qu'en 1968, syndicaliste révolté par la trahison des Séguy et autres, il rejoignit les marxistes-léninistes.

Pierre, militant du PCR ml, était ce militant sur lequel chacun savait que l'on pouvait toujours compter.

Pierre était un révolutionnaire exemplaire. Il était de ceux qui ont dans

leur cœur le combat des opprimés du monde entier : nous savons tous l'importance qu'il donnait aux combats des peuples pour leur libération pour soutenir les combattants d'Indochine, de Palestine, les révolutionnaires chiliens, espagnols.

Quelques jours avant sa mort, ce n'est pas à lui qu'il pensait mais au combat des travailleurs immigrés contre l'impérialisme français.

Pierre ne connaîtra pas le socialisme dans notre pays, mais quand, tôt ou tard celui-ci se réalisera, la contribution qu'il y aura apportée ne sera pas oubliée. Les qualités réelles qui furent les siennes seront toujours pour nous un exemple. Pierre nous a quittés, jeune encore par l'âge certes, mais surtout par la grande confiance et l'espoir qu'il mettait dans la jeunesse de notre pays.

Notre peine est profonde mais nous la transformerons en force pour le combat.

Le flambeau révolutionnaire que notre camarade nous a transmis nous continuerons à le tenir fermement...

LUTTES OUVRIERES

Villefranche-sur-Saône

GREVE A L'USINE PENNAROYA

Les ouvriers de l'usine Pennaroya de Villefranche et leur section CFDT se sont mis en grève le vendredi 24 mars : «*Depuis des mois, précisent-ils, nous déposons le même cahier de revendications : salaire : augmentation (la même pour tous) de 2 F de l'heure, immédiatement pour tous les ouvriers de l'usine, soit 346 F par mois ; prime de nuit à 35 % ; prime de panier pour les trois équipes ; pas de salaire en dessous de 2 400 F nets par mois dans l'usine, sans compter les primes ; qualifications : même travail, même qualification, même salaire.*

Nous demandons en plus la suppression des derniers échelons O2 qui restent, et d'avoir un seul échelon (le plus haut) dans chaque catégorie, O3, P1, P2... ; Santé : actuellement, 7 ouvriers sont malades, à l'hôpital. Un examen précis (la mesure des alas dans l'usine), permet de savoir si le plomb commence à abimer

la santé des ouvriers. Tous les experts sérieux, et récemment la commission des communautés européennes précisent qu'au delà de 10 alas, il faut arrêter le contact avec le plomb. Or la moyenne des alas des ouvriers exposés au plomb à Pennaroya

Villefranche se situe autour de 20 !

Au lieu de changer les conditions de travail comme nous le demandons, la direction aggrave la situation : elle n'embauche pas suffisamment et nous invite à faire des heures supplémentaires.

Elle embauche des intérimaires pour les travaux les plus dangereux. Aujourd'hui nous en avons assez, nous arrêtons le travail pendant 24 heures pour obliger la direction à négocier.

Correspondant

Réparation navale de Dunkerque

La lutte se durcit

Aux réparations navales de Dunkerque, la grève s'est encore durcie. Vendredi, le Secrétaire Générale de la Marine Marchande, était venu à Dunkerque pour essayer d'ouvrir des négociations. Il a reçu les patrons et les syndicats, mais il est reparti sur un constat d'échec : les deux points qui sont à l'origine de la grève, les 114 licenciements à Flandres Industrie, et le paiement du chômage partiel dans une partie des autres entreprises, n'ayant pas trouvé de

solution. La position des grévistes s'est donc durcie, d'autant que FO continue son travail de sape. En effet, la direction de Belliard a envoyé à chaque membre de son personnel une lettre demandant de se prononcer sur la question suivante : «*Etes-vous pour ou contre la grève ?*». Réponse à renvoyer avant le 25 mars. La direction de FO a aussitôt réuni ses adhérents et leur a fait renvoyer la lettre avec la mention : «*Nous sommes pour pouvoir travailler nor-*

malement». FO est allée jusqu'à faire des propositions à mi-chemin entre les propositions de la CGT et celles de la direction, par exemple, que les heures de creux soient indemnisées à 90 %, que les 40 gars licenciés de chez Flandres aient leur ancienneté acquise à leur nouveau poste. Ces positions ont contribué à durcir l'attitude des grévistes révoltés par de telles pratiques.

Corr. Dunkerque

INFORMATIONS GENERALES

ALFREDO 78 : rencontre internationale des Radios libres

● La première rencontre internationale des radios libres, Alfredo 78, s'est tenue ce week-end à Paris, dans les locaux de l'École spéciale d'architecture.

Elle est le témoin de l'ampleur de ce nouveau phénomène de communication qui vient contrarier les pouvoirs publics dans leur mainmise sur les grands moyens d'expression.

Ces trois jours de débats, s'ils n'ont pas permis de donner les résultats attendus, marquent cependant un nouveau départ pour les radios libres.

Issue de la rencontre des noms des deux organisations, l'une française, l'Association pour la Libération des Ondes, l'autre italienne, la Fédération des Radios Emetteurs Démocratiques, la rencontre de L'ALFREDO a permis aux différents collectifs présents de débattre en commissions de divers problèmes auxquels sont confrontés les radios libres. La commission technique est celle qui connut le moins de contradictions, et la publication de fiches techniques, de catalogues de matériel de bonne qualité et d'un prix abordable, devrait pouvoir se concrétiser rapidement. La commission juridique ne connaissait pas non plus de remous particuliers, sauf en ce qui concerne l'abrogation du monopole de la diffusion sur les ondes. Certains collectifs demandant cette abrogation, d'autres demandant un autre débat, puisque de fait par l'existence même des radios libres le monopole était attaqué de

front. Le principe de la défense collective a été retenu en cas de répression.

Le débat de fond devait se situer sur la conception même de la radio libre. Une radio libre de quoi ? L'expression employée jusque-là, était un moyen de démarcation de fait du monopole de l'Etat, et par-là, du contrôle qu'il exerçait sur la diffusion de toutes les émissions. Les radios libres, s'inscrivant dans un contexte social déterminé, devenaient un moyen de contestation et de lutte contre l'appareil d'Etat et l'idéologie qu'il développe. De fait, toute radio n'étant pas contrôlée par l'Etat pouvait se réclamer de la «liberté». Une radio commerciale peut le faire. Ainsi fleurit en ce moment sur les panneaux publicitaires de Paris, l'annonce de la naissance d'une «Radio Libre», qui apparemment a les moyens. On n'est pas loin de la récupération. Le qualificatif de radio «ouverte» semble recueillir la

faveur des collectifs, la conception mise en œuvre par la plupart de ceux-ci étant de donner aux «gens» la possibilité de s'exprimer au travers de leur micro «pour le combat intellectuel et idéologique».

Une autre conception est celle «des émissions pour se faire plaisir», en exprimant ses fantasmes et diffuser de la musique qui n'a pas l'habitude de fréquenter les ondes.

La troisième enfin, qui est une animation de quartiers ou de régions, la radio comme outil de lutte pour les masses «pour faire émerger la réalité sociale dans toute son authenticité». Une radio qui ne se contente plus d'attaquer le pouvoir sur la forme mais aussi sur le fond.

Ces débats étant encore en cours dans différents collectifs, ils n'en furent que plus animés, et témoignent de la jeunesse des radios libres en France. Les Italiens avec leur expérience déjà riche, et leur organisation structurée, la FRED, purent resituer le débat. Ils exposèrent leurs méthodes de coordination et d'information, et les attaques du PCI qui reprocha aux «radios libres, par le biais des coups de téléphone, de diffuser des prises de position favorables aux terroristes», et la

responsabilité qu'il prit pour tenter de museler les radios dont il ne pouvait avoir le contrôle. Une intervention qui n'est certainement pas étrangère au projet de plate-forme, qui bien que très limité, ne marque pas moins un souci de coordination réelle. Une Fédération Nationale des Radios Libres devrait permettre des actions juridiques et techniques, la création d'une filière pour le matériel, l'édition d'un bulletin de liaison. D'autre part, elle se propose de lutter pour l'abrogation du monopole et le refus des aménagements proposés par les partis de gauche. Un projet d'information régionale et nationale est également proposé. Mais le problème du brouillage, cette répression «douce», par TDF reste posé avec acuité, car contradictoirement, les radios libres sont pour l'instant plus connues par l'intermédiaire de la presse que par leurs propres émissions ! Il semble que la multiplicité des émetteurs (pour des raisons techniques, les brouillages n'ayant qu'une certaine capacité) puisse temporairement faire reculer leurs méfaits.

Plus de trente collectifs français, une dizaine d'italiens, des allemands, des belges et des espagnols (ces deux dernières natio-

nalités n'émettant pas encore en «libre») ont montré l'importance de cette rencontre. Après les émissions en public qui faisaient sortir les radios de leur clandestinité, et créaient un rapport de force, un nouveau pas est franchi par cette coordination internationale. Elle affirme le rôle que les radios peuvent jouer face

au baillonnement que les États voudraient imposer aux expressions qui divergent des leurs.

Pierre CHÂTEL

Fédération des Radios Libres
53 rue de la Roquette
75 011 PARIS
Tel : 805 82 64
à partir de 19 heures

POUR LA LUTTE n° 5/6 est paru ! Au sommaire :

- DOSSIER : Les conseils d'ateliers, quelle avancée ?
- CHANTIERS NAVALS
- TRAVAILLEURS IMMIGRES
- SECURITE SOCIALE
- POIDS LOURDS
- THOMSON-CSF
- ET TOUTES NOS RUBRIQUES HABITUELLES...

Passez vos commandes !

- Abonnement 12 numéros : 30 F
- Abonnement de soutien : 50 F
- Le numéro double : 5 F
- Le numéro simple : 3 F
- Les cinq premiers numéros : 12 F

A envoyer à Pour La Lutte
BP 80 75922 Paris Cedex 19

LA MARÉE NOIRE DE L'AMOCO CADIZ

L'AMOCO CADIZ S'EST BRISE EN TROIS

● Le patient travail de sape des vagues sur l'épave de l'Amoco Cadiz a provoqué mardi soir vers 19 heures une nouvelle cassure du supertanker. Il est désormais coupé en trois, le château arrière étant submergé à marée haute, l'avant pointant vers le ciel. Cette nouvelle position des cuves va contribuer à accélérer l'écoulement du fuel, et l'opération prévue pour élargir les brèches avec des explosifs sera sans doute abandonnée. Une fois de

plus, la mer a rendu sans objet les plans mis au point par les responsables des opérations Polmar.

La marée noire n'a pas sensiblement progressé mais les îles anglo-normandes sont maintenant menacées. Quelques nappes ont été repérées mardi non loin de l'île de Jersey.

Une autre nappe de 40 000 m³ est apparue à l'ouest de Guernesey mais la viscosité de ce

mazout ne trompe pas : une fois de plus, on a affaire au dégazage clandestin d'un pétrolier.

Enfin mardi, la CFDT a décidé de se porter partie civile dans le procès qui sera intenté à l'armateur de l'Amoco Cadiz, dans le but d'*«élargir le débat et de situer les véritables responsabilités et de défendre par tous les moyens légaux dont elle dispose les intérêts des travailleurs et notamment leurs emplois et leurs revenus.»*

La marine nationale a-t-elle empêché l'«Amoco Cadiz» en remorque de faire route sur Brest ?

La rade de Brest est capable de recevoir les plus gros pétroliers, tel le *Batilus* le plus gros du monde (500 000 tonnes) qui y fit plusieurs fois escale. Or à aucun moment il ne semble que ce soit la direction empruntée par le *Pacific* et sa remorque. Pourtant tout incitait pour une plus grande sécurité à choisir Brest plutôt que le Havre ! La distance bien inférieure, 100 kilomètres pour Brest, 400 pour le Havre. Les conditions météorologiques, plus favorables à un remorquage sur Brest. Enfin, le poids du navire, et le fait que le *Pacific* soit seul ne permettait pas de s'égarer vers le Havre. Que s'est-il passé ? La rade de Brest, qui accueille les sous-marins nucléaires, est étroitement contrôlée par la Marine Nationale. Or,

dans la matinée du jour de la catastrophe, un submersible nucléaire, (*Le Redoutable* ?) après une mission de routine, rejoignait sa base dans la rade de Brest. Ce fait est confirmé par le porte-parole de la préfecture maritime, le capitaine de corvette Guillot. Or, lorsque de telles manœuvres ont lieu, les autorités militaires interdisent toute navigation commerciale dans la rade, et ce pendant une heure et demie à deux heures. Or cette manœuvre avait précisément lieu alors que l'*Amoco* demandait de l'aide. La Marine Nationale dément avoir empêché la rentrée du navire en perdition, sans nier toutefois les mesures de sécurité draconiennes prises pendant les mouvements de ses bâtiments.

Enquête écologique de masse

La jeunesse à fond dans l'action

La Faculté des Sciences a confectionné un échantillonnage des diverses espèces de la faune marine touchées par la marée noire. Plusieurs campagnes d'enquête écologique ont été organisées par les étudiants et des chercheurs. Mercredi, 400 étudiants vont sur le terrain par

groupes de quatre, avec un «botaniste», ils se rendent en voiture sur le terrain : *«Ils ont des fiches d'observation en main où ils répertorient les espèces, la natalité, l'état du peuplement, ses caractéristiques. Ils disposent d'une carte au 1/25 000^e du secteur qu'ils ont à prospec-*

ter», nous explique M. Chassé, chercheur à l'Institut d'Études marines. La première enquête écologique massive a eu lieu vendredi, à l'occasion de la première marée, alors que le mazout était répandu depuis Porspoder jusqu'à Roscoff. La mortalité est testée par la mort des

mollusques des rochers (patelles, bigornes). Lorsqu'ils sont touchés par le mazout, ils meurent et tombent du rocher. Les poissons et les crustacés sont ramassés et étudiés en laboratoire.

De Porspoder à l'entrée de l'Aber Vrac'h, la mortalité est presque totale dans ce secteur. Dans le secteur de Roscoff (Pointe des Jacobins), la faune est très lourdement touchée. L'enquête de mercredi va permettre de rassembler des observations sur 100 secteurs de la côte. Ce travail minutieux est un travail de qualité aux dires des chercheurs mêmes. Un poisson qui n'avait été pêché qu'une fois à Roscoff en 1908 a même été retrouvé en abondance (plusieurs kilos). Comme il vit à 5 ou 10 mètres en-dessous du zéro, cela prouve que la zone touchée est épaisse en profondeur.

Des observations vont être entreprises par le CNEXO, par un navire océanographique qui va croiser de Brest aux îles Chausey.

Cette mobilisation considérable pour la défense de la nature et de l'avenir de la Bretagne n'est possible que par la grande sensibilisation de la jeunesse étudiante et des scientifiques devant l'immensité de la catastrophe écologique.

Pour réaliser tout ce travail, la grève générale a été votée mardi matin en fac de Sciences : *«Les étudiants sont décidés à agir et à travailler sur le terrain, explique une étudiante de Brest ; «En lettres aussi bien qu'en Sciences ! Certes les pêcheurs et les goémoniers sont les plus touchés, mais du point de vue de l'écologie, tout le monde est concerné ! C'est une des premières fois où il y a eu une telle mobilisation ! Les gens avaient une colère énorme à exprimer. Du reste, le comité anti-marée noire marche bien. C'est lui qui représente le mieux la jeunesse. On sent bien que le mouvement actuel concerne et peut regrouper toute la jeunesse, tous ceux qui veulent garder une autonomie réelle en même temps qu'en faisant des actions de masse. Cela ne s'était pas encore vu sur Brest. C'est très important à mon avis.»*

Les comités anti-marée noire dans la lutte

«TOUT UN MOUVEMENT QUI SE MONTE !»

● Structures de masse aux contours assez lâches, des comités anti-marée noire se forment un peu partout en Bretagne.

Le comité de Brest regroupe des militants sur l'entreprise Ericsson, sur un lycée, sur le quartier Bellevue et les facultés. Il est en relation avec d'autres comités à Lesneven, Landernau, Landivisiau, à Guingamp, à Quimper et à Lorient.

Par exemple, le comité de base Ericsson élabore de son côté un montage diapositive sur la marée noire : *«Les ouvriers en face du désastre se posent la question «Quoi faire ?», nous explique un travailleur d'Ericsson. «À propos de l'opération de Bellemare les gens sont écœurés : les travailleurs opposent la charité à la solidarité ! Qui fait-on réellement payer aujourd'hui, les pollueurs ou les travailleurs ? Cette question débattue dans l'entreprise permet de poser le problème en termes de classes.»*

Les comités anti-marée noire sont encore informels : *«Car beaucoup de gens refusent des structures «lourdes», par rejet des organisations politiques*

traditionnelles dont ils ne veulent plus.»

Mais ils regroupent beaucoup de monde. D'emblée 300 personnes à la première assemblée générale convoquée de bouche à oreille ! Des jeunes et des travailleurs souvent plus âgés qui ne veulent pas être «récupérés» par la gauche : *«Même s'il y avait eu un gouvernement de gauche, il y a toutes les chances que cela aurait été pareil !»*. Ils sont nombreux à penser cela. De même, l'«opération marée noire» du PCF (avec conférence de presse de Leroy à Brest) au lendemain de son échec électoral n'est pas bien «passée». *«Surtout lorsque Leroy s'est déclaré solidaire d'une ma-*

Les comités regroupent des militants d'organisations d'extrême-gauche, en particulier des marxistes-léninistes et un grand nombre de militants inorganisés, de sensibilité écologiste. Des contacts réguliers existent avec la clinique pour oiseaux, la SEPNB, les CLIN. Ainsi, la manifestation de vendredi a été organisée communément.

nifestation (celle de vendredi) à laquelle son parti n'appelait même pas ! Même chose pour le cinéma de Louis Leroux, adjoint au maire, PCF qui paraît en tête de manif, écharpe tricolore, alors que son parti n'y appelait pas». Les banderoles hypervoyantes du PCF et de la CGT à la manifestation de lundi n'ont guère été appréciées de même... Pas plus que l'intervention du responsable CGT qui prétendait parler au nom de toutes les organisations présentes : *«Il n'a pu parler à cause des huées !»*.

Cette démarcation s'est retrouvée concrètement lundi dans la rue lorsqu'environ 10 000 personnes ont refusé de suivre les mots d'ordre de la

gauche et des directions syndicales.

Pour se renforcer, les comités de Brest sont conscients de la nécessité d'une certaine structuration. Des commissions sont créées et la création d'un service d'ordre pour les manifestations est à l'ordre du jour.

«On sent que c'est tout un mouvement qui se monte, qui répond aux aspirations de très nombreux travailleurs et jeunes.»

Pierre PUJOL

Coordination des comités anti-marée noire
Centre social de Bellevue
29 002 - Brest
Réunions tous les soirs à 20 h 30
Tél : 03 08 69

Manifestation samedi

Après cinq heures de discussions serrées, la CFDT, la CGT et la FEN ont décidé d'appeler pour samedi à quatre manifestations régionales à Rennes, Saint-Brieuc, Lorient et Brest. Des délégations se joindront aux manifestants de Brest.

La «Royale» contre le Radar

C'est le conflit qui oppose la Marine Nationale aux autorités civiles, qui semble avoir empêché la construction dans les temps du radar d'Ouessant. En effet les militaires qui disposent sur Ouessant de leurs propres installations veulent garder, pour la sécurité et le secret de leurs déplacements, le monopole de la surveillance radar. Le secret militaire est sauf, la côte bretonne est en deuil...



Genève : ouverture de la Conférence sur le droit de la Mer

L'AFFRONTEMENT HISTORIQUE

L'ACQUIS
DES 200 MILLES

Tout a commencé sur la question de la pêche. La limite des eaux territoriales était fixée, il y a cinq ans encore, à trois milles. Cela voulait dire que les flottes de pêche de pays bien équipées pouvaient presque pêcher sur les plages et les rochers de tout pays. Déjà, certains comme le Pérou et le Brésil, ayant fait l'acquisition de flottes de pêche et d'usines de transformation, envisageaient d'étendre cette zone, et de créer une nouvelle zone «d'exclusivité économique» celle-là, jusqu'à deux cent milles (370 KM) des côtes. Le tir de barrage des États-Unis et de l'Union Soviétique ne s'est pas fait attendre. Les premiers ont vite accepté de porter les eaux territoriales à 12 milles, mais se sont violemment opposés à l'idée d'une zone économique, arguant du «libre accès» aux richesses naturelles. Déjà, la recherche pétrolière of shore (au delà des côtes) commençait à donner des résultats, et la découverte de richesses minérales et métallifères laissait entrevoir un renversement du problème de l'approvisionnement en matières premières. L'utilisation des fonds marins à des fins militaires (implantation de silos à missiles...) n'était pas non plus absente des préoccupations US. Du côté de l'Union Soviétique, on recourait à des arguments plus «humanistes». Ce pays, devenu il y a quelques années le plus grand pillier des ressources biologiques des océans, reprenait à son compte l'idée lancée par les pays du Tiers-Monde selon laquelle les ressources maritimes font partie d'un patrimoine commun à tous les pays. Pâle vernis pour un pays en grande partie respon-

Il est peu de domaines où la profonde modification des rapports de force au niveau international ait été aussi marquée que celui de l'exploitation des ressources marines et sous marines. La septième session de la conférence sur le droit de la mer ouverte mardi, à Genève, sera certainement le théâtre d'un nouvel affrontement

entre les pays du Tiers Monde, où le groupe des 77 joue un rôle leader, et les superpuissances, États-Unis en particulier. Au delà des réglementations et de l'exploitation prévisible à court terme, c'est le sort du plus gigantesque patrimoine de l'humanité qui est en jeu.

Par Eric BRÉHAT



Nodules polymétalliques prélevés dans le fond du Pacifique.

sable d'un des grands crimes écologiques de notre époque : la disparition des baléinoptères (la baleine franche ayant été exterminée, le cachalot est aujourd'hui menacé). Au nom de ce principe généreux, l'URSS s'opposait, comme les USA, à la zone économique des deux cent milles. Le bien de l'humanité exigeait, voyez-vous, que les flottilles de

pêche soviétique (qui ne répugnent pas à des missions militaires, de temps à autre) puissent labourer toutes les mers du globe, sans aucune restriction !

Le mouvement historique était pourtant irréversible. Et la sixième conférence, tenue l'année dernière à New-York a du sanctionner un état de fait, sinon «de jure» : la majorité des pays du Tiers

Monde, puis du second monde avait porté unilatéralement sa zone économique à 200 milles. Les USA leur avaient emboîté le pas, et même l'Union soviétique. Quitte à essayer une défaite, autant tenter de limiter les dégâts.

Plusieurs questions restent en suspens à propos de la zone économique exclusive, entrée dans les mœurs par de nombreux traités bilatéraux (sur la base d'avantages réciproques, ou plutôt de chantages réciproques) : comment définir exactement le statut juridique de cette zone, alors que les décrets de chaque pays varient ? Comment régler le problème des détroits où plusieurs zones se chevauchent ? Va-t-on laisser des pays possédant encore des colonies outre-mer s'approprier d'immenses zones par la seule possession d'îles situées au milieu du Pacifique ou de l'Atlantique ? Ces richesses naturelles ne sont-elles pas la propriété des peuples de ces îles ?

Bien qu'en suspens, ces

questions sont mineures en regard de la victoire historique des pays du Tiers Monde qu'aucune grande puissance impérialiste ne peut vraiment remettre en cause. L'enjeu s'est aujourd'hui déplacé des eaux vers le fond des mers.

QUI SERONT
LES FUTURS
PRODUCTEURS
DE MATIÈRES
PREMIÈRES ?

On le sait maintenant : les plus importantes ressources du globe en pétrole et en métaux rares se trouvent au fond des mers ou dans leur soubassement. La majeure partie de la biomasse (masse d'organismes vivants) se trouve dans les eaux. La glotonnerie des pays capitalistes développés en énergie et en matières premières leur a fait lancer depuis longtemps des techniciens et des scientifiques en direction des grands fonds. Pour deux raisons : les réserves terrestres, quoiqu'encore

considérables montrent de plus en plus leur caractère limité. Et les principales richesses sont actuellement, exception faite des réserves stratégiques des USA et de l'URSS, détenues par les pays du Tiers Monde, bien décidés dans leur ensemble à en conserver le contrôle.

Dès 1974, un consortium formé par Deepsea Ventures et des sociétés japonaises avait demandé au gouvernement US une concession exclusive pour l'exploitation des nodules polymétalliques à 1 500 KM des côtes californiennes, sur une surface de 60 000 KM² : leur exemple a depuis fait école. On en voit l'enjeu : si, en l'absence d'accord international, des sociétés américaines, japonaises, puis prétendant du fait accompli, soviétiques, se lancent dans l'exploitation des nodules et du pétrole of shore, les pays qui disposent de ces technologies très délicates deviendront les plus grands producteurs de matières premières, et auront vite fait de ratisser les grands fonds. On conçoit dès lors la très forte opposition des pays du Tiers Monde. La conférence de New-York, marquée par un chantage permanent des USA, s'était heurtée à l'intransigeance du «groupe des 77» (il regroupe en fait 110 pays du Tiers Monde qui l'avaient tenue en échec).

SOUTENIR LES PAYS
DU TIERS MONDE

Les USA se présentent cette fois avec un atout supplémentaire pour leur chantage : pendant la durée de la conférence, le Sénat américain examinera un projet visant à autoriser les sociétés US à se lancer dans l'exploitation des grands fonds. Elliott Richardson, représentant des USA à la conférence, a lancé un ultimatum dans ce sens le 16 mars.

Les pays du Tiers Monde, dont les super-grands ne manqueront pas d'utiliser les contradictions, ne manquent pas non plus d'atouts : pour les 10 ans qui viennent, ils sont encore les principaux détenteurs de matières premières, et ils ont montré qu'ils peuvent le cas échéant, se servir de ce fait.

Dans cet affrontement, le peuple de notre pays doit choisir son camp. Il est sans aucun doute du côté de ceux qui refusent le droit aux grandes puissances de piller à leur gré les richesses marines. Pour une double raison : parce que le renforcement politique du Tiers Monde ne peut qu'affaiblir les superpuissances et notre propre ennemi, l'impérialisme français. Parce qu'en cette affaire les pays du Tiers Monde, quelles que soient leurs motivations, défendent l'intégralité de notre avenir.

Cette terre
qui est une mer

Ce qu'on a coutume d'appeler les richesses de la mer se range en trois catégories :

● Richesses biologiques : la mer en recevant les trois quarts de l'énergie solaire dispensée à notre planète est le plus grand réservoir de matières vivantes. La photosynthèse permet le développement d'une grande masse de végétaux, des algues microscopiques de pleine eau, au grand laminaire des côtes. Une importante variété de micro-organismes se nourrit de cette énorme réserve et constitue la base de nourriture des espèces les plus évoluées les poissons, dont les réserves globales ont commencé à diminuer par suite d'un pillage effréné.

● Richesses minérales : les grands fonds au delà du plateau continental, qui abritent la plupart des espèces vivantes recèlent d'importantes quantités de minerais, sous forme de nodules polymétalliques, une sorte de billes composées de métal quasi-pur, surtout manganèse et fer, mais aussi cuivre, nickel, titane et métaux rares, et sous forme de limons riches en cuivre et en aluminium. Une évaluation datant de 73 estimait les réserves en nodules à 1 600 milliards de tonnes de métal.

● Richesses énergétiques : l'accumulation de micro-organismes en décomposition a produit, comme ailleurs, d'importantes quantités de pétrole. Difficile à extraire car il peut nécessiter de forer à des centaines de mètres au-dessous du fond, il est déjà exploité intensément puisqu'il est prévu dans deux ans d'extraire 900 millions de tonnes dans des conditions qui risquent de produire d'autres catastrophes du genre Ekofisk.

D'autres formes d'énergies existent dans la mer mais ne sont pas exploitées : le déplacement de trillards de tonnes d'eau par le jeu des marées, l'accumulation d'énergie dans le mouvement des vagues, la différence de température entre surface et fond, entre courants chauds et courants froids. Enfin, la mer est le plus formidable réservoir d'hydrogène de notre globe et l'on pense que l'hydrogène pourrait être à l'avenir le meilleur vecteur énergétique.

Saint-Nazaire :

Un cargo
bloquéles marins
exigent

qu'il soit réparé

Un cargo minéralier de 19 000 tonnes de port en lourd était venu décharger des phosphates à Saint-Nazaire. Ce bâtiment, battant pavillon de complaisance chypriote avait des dégâts importants dans sa mâture et était dépourvu de moyens radio. Le commandant du cargo qui avait fait faire des réparations de fortune, s'appretait à ordonner l'appareillage quand des marins, syndiqués CGT, lui ont fait savoir qu'ils s'y opposeraient, tant que les réparations indispensables ne seraient pas effectuées.

Dans les Pyrénées,
un car tombe
dans un ravin :
8 morts dont 4 enfants

Mardi 28 en fin d'après-midi, un autocar a plongé dans un ravin au bord de la route du col de Peyresourde, non loin de Bagnères-de-Luchon. Le car transportait des enfants d'un centre psycho-pédagogique de l'Essonne, en classe de neige à Bourg d'Oueil. Dans une descente, une odeur suspecte incitait le chauffeur à arrêter son véhicule. Deux moniteurs descendaient et constataient l'échauffement des freins. C'est alors que le car, moteur coupé, s'est mis à rouler. Le chauffeur n'a pu l'arrêter. Au fond du ravin, on a relevé huit morts : quatre enfants, trois accompagnateurs et le chauffeur. Il y a une douzaine de blessés.

Il semblerait que le car qui date de quatre ans ne possédait pas de ralentisseur.

LIBAN : L'EXPIRATION DE L'ULTIMATUM ISRAËLIEN

L'ultimatum proféré par le général Weizmann, ministre israélien de la Guerre, devait expirer mercredi. Les forces palestiniennes et les patriotes libanais n'ont pas cessé de combattre l'envahisseur. Le chantage israélien s'adressait également aux régimes arabes dont ils attendent qu'ils laissent Israël faire la loi au Sud-Liban. Du côté de l'Égypte, les Israéliens ont annoncé que Weizman se rendrait prochainement au Caire, porteur de nouvelles propositions israéliennes.

Une telle démarche est provocatrice : si l'Égypte l'acceptait, ce serait un pas de plus dans la capitulation, un véritable aval donné à l'agression au Liban. Du côté syrien, le quotidien gouvernemental *Al Baas* affirme qu'*il est hors de question que les forces syriennes se déploient au nord du fleuve Litani pour empêcher les activités des fedayin dans cette région*. Il ajoute que la Syrie

«ne protégera pas Israël et ne participera à aucune action qui empêcherait les Palestiniens de combattre ses forces au Liban». Faut-il en conclure que le régime syrien ne veut pas lui-même s'opposer à Israël et entend laisser les Palestiniens seuls face aux troupes israéliennes ? C'est en tout cas ce qu'Israël a conclu de l'attitude de la Syrie depuis le début de l'invasion. Faut-il en conclure que le régime syrien, s'il ne veut plus mettre lui-même la main à la pâte, ne voit aucune objection à la tentative israélienne d'écraser le peuple palestinien ?

Le régime syrien, ainsi que les autres régimes arabes, devront répondre de leur attitude face à leurs peuples. Une chose est certaine : ils ne parviendront pas à arracher le peuple palestinien à sa terre, dont la fête, comme chaque année, est tenue le 30 mars.

30 MARS EN PALESTINE :

JOURNÉE DE LA TERRE

La journée de la Terre de 1976 a une importance particulière pour la Galilée : elle a permis de dénoncer à l'opinion publique mondiale la politique suivie par les occupants sionistes depuis leur installation en Palestine : une politique, sous couvert de modernisation de la région, qui ne vise en fait qu'à exproprier le paysan arabe, à détruire des villages en entier, pour que les colons sionistes surpassent en nombre la population palestinienne qui est restée, après 30 ans d'occupation, majoritaire dans la région. En septembre 1976, Koenig, responsable sioniste en Galilée soumettait un plan, le plan Koenig pour hâter l'expropriation et la colonisation, avant que la Galilée ne soit en soulèvement continu.

Le 30 mars, lors du soulèvement de la 2^e Journée de la Terre, des villages palestiniens connurent une vraie guerre : les soldats sionistes, les hélicoptères, les chars sont intervenus pour la répression des manifestants. Cela n'a fait qu'augmenter la détermination du peuple palestinien à poursuivre la lutte. De plus en plus, des villages druzes se sont joints à la lutte aux côtés de leurs frères. Ceux-ci avaient une situation «privilegiée» chez les sionistes : étant d'une autre confession, les druzes étaient obligés de faire le service militaire, donc les sionistes voulaient les intégrer à leur politique d'expansion et d'annexion. C'est une des conséquences importantes de la Journée de la Terre que d'avoir uni tout le peuple palestinien, en Galilée même, en Cisjordanie, Gaza, le reste de la Palestine et à l'extérieur dans la lutte contre l'Etat sioniste.



Journée de la Terre à Jérusalem le 30 mars 1976.

LA COLONISATION DANS LA POLITIQUE SIONISTE

La colonisation n'est pas un fait nouveau dans la politique sioniste, mais elle est une des bases de cette politique depuis la création de l'entité sioniste. Il faut rappeler à cette occasion que même lors de la création, les dirigeants sionistes n'ont jamais voulu fixer exactement les frontières de leur Etat qu'ils appelaient l'Etat des juifs du monde entier. Jusqu'à présent, les sionistes n'ont pas fixé de frontières à leur implantation. Dans les terres occupées en 48, ils ont exproprié les paysans.

Dans celles de 67, que ce soit sur la Cisjordanie, Gaza, le Golan ou le Sinaï, c'est la même politique de colonisation qui est suivie. Elle vise tout d'abord à agrandir l'Etat sioniste, et à empêcher le

retour de ces terres aux peuples arabes.

La politique de colonisation a aussi d'autres aspects : renforcer l'entité sioniste lors de graves crises (comme après la guerre d'octobre (35 colonies créées) après les soulèvements en Palestine), mais aussi défier l'opinion publique mondiale à chaque victoire remportée par le peuple palestinien sur la scène internationale : après le sommet de Rabat où la représentativité et la légitimité de l'OLP est reconnue par les pays arabes, les sionistes installent une colonie industrielle à Maahih Adoumim entre Ariha et Jérusalem. Après l'invitation de l'OLP aux discussions du Conseil de sécurité de l'ONU, à la demande de la Syrie, 4 colonies sont créées sur le Golan.

Cette politique de colonisation vise à : — transformer l'aspect ara-

be, judaïser les principaux lieux, changer la composition de la population

— Encercler les territoires occupés, surtout la Cisjordanie par une ligne de colonies, pour l'asphyxier militairement et économiquement.

Au Golan, par exemple, les colonies créées font partie de la «défense» sioniste sur le front Nord. Au Sinaï, les colonies le long du Charun El Cheiku créent une présence militaire dans cette région sensible.

Pour ces raisons, il est très difficile de concevoir que l'Etat sioniste accepte de rendre les terres arabes et cela a été démontré lors des discussions entre Sadate et les sionistes : les sionistes refusent de rendre le Sinaï en entier, car les colonies qui y sont installées sont conçues comme faisant partie de l'Etat sioniste.

L'Union générale des Etudiants palestiniens (GUPS) organise avec le soutien des organisations politiques étudiantes et ouvrières arabes à Paris un

Meeting de soutien à la Résistance palestinienne et au Mouvement national libanais

VENDREDI 31 MARS
A 20 HEURES 30
MUTUALITÉ SALLE B
RUE ST VICTOR MÉTRO MAUBERT

Intervention du représentant de l'OLP en France, avec la participation du chanteur libanais Hatem.

Un appel urgent de l'AMFP

«L'Association, qui avait pris en charge un certain nombre de structures sanitaires, notamment à Rachidieh, près de Tyr, et à Damour, est confrontée à une demande extrêmement urgente de matériel médical et de médicaments. Elle doit notamment expédier au plus vite des milliers de pochettes spéciales pour transfusion sanguine, dont la nécessité, dans les circonstances actuelles, est évidente. Il faut aussi tenter de remplacer tout le matériel médical détruit dans les centres bombardés. Elle lance un appel national pour l'aider à remplir cette mission.

D'autre part, l'AMFP avait pris contact avec le quai d'Orsay pour que certains blessés et malades palestiniens puissent recevoir en France des soins spécialisés qu'il est impossible de donner sur place. Bien que cette demande n'ait pas rencontré une hostilité de principe, le gouvernement français n'a pris jusqu'ici aucune mesure concrète précise pour réaliser cet objectif. L'AMFP lance un appel public pour que cette initiative humanitaire et de solidarité avec le peuple palestinien aboutisse au plus vite».

AMFP (Association médicale franco-palestinienne)
24 rue de la Réunion - 75 020 - Paris
Tel : 370 01 56
CCP 34521 834 La Source

Comité d'information et de défense des victimes de la répression en Tunisie

Le bulletin n° 24 (février 1978) est paru : des articles de dossier permettent de mieux situer la grève générale du 26 janvier dernier : une chronologie des luttes depuis juillet 1977 et un article sur le soulèvement de Ksar Hellal en octobre 1977.

Le bulletin comprend aussi un témoignage de Tunis (le jour du 26 janvier), et les textes des interventions au cours du meeting organisé par le Comité, le 25 février 1978, un article sur «le Destour (parti unique) et ses lois».

Le bulletin (3 F) est à demander à :
GATTEGNO
BP 397
75025 PARIS CEDEX 1
33 34906

Le bulletin (3 F) est à demander à : GATTEGNO
BP 397 — 75025 PARIS CEDEX 1
33 34906
CCP La Source

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

TCHAD :
UN ACCORD SERAIT
INTERVENU

Un accord serait intervenu entre les représentants du gouvernement tchadien et des groupes se réclamant du FROLINAT au cours d'une rencontre à laquelle participaient également des représentants de la Libye, du Soudan et du Niger. Cet accord fixe les modalités et le contenu des négociations qui seraient menées entre le gouvernement et l'opposition.

SAHARA :

La voie ferrée Nouadhibou - Zouérate par laquelle est évacué le fer mauritanien a été attaquée en fin de semaine. Le train a déraillé à la suite d'un sabotage faisant de gros dégâts. Au Sahara même, la garnison mauritanienne d'Aoucert a été attaquée, et les prisonniers sahraouis, une dizaine ont été libérés. Enfin une colonne marocaine a été attaquée à Graier Lemkine. 16 soldats marocains auraient été mis hors de combat.

GRECE :

Le gouvernement grec vient de déposer un projet de loi pour la répression du terrorisme dont les conséquences sont de remettre en vigueur des lois prises sous le régime des colonels.

Tournée de Carter dans le Tiers-Monde

BEAUCOUP DE PROJETS,
PEU DE CHANGEMENT.

● Du Vénézuéla au Nigéria, Carter a entrepris un nouveau grand périple autour du monde, qui lui fait visiter deux pays d'Amérique latine, le Brésil et le Vénézuéla, et deux pays d'Afrique, le Nigéria, et le Libéria. A part ce dernier pays dont les pavillons de complaisance largement octroyés en font un port d'attache pour de nombreux navires américains, le voyage est résolument tourné vers le Tiers Monde en ce qui concerne les politiques régionales que l'administration Carter veut mener, en Amérique latine et en Afrique, comme en ce qui concerne l'attitude à adopter vis-à-vis du mouvement des pays du Tiers Monde et ses revendications.

Le nouveau périple de Carter est un prolongement du voyage effectué en janvier dernier. Comme en janvier, aucune initiative décisive n'en sortira, mais Carter voudra de manière plus ou moins spectaculaire affirmer ses intentions. Ce doit être le rôle des deux discours qu'il doit prononcer, l'un à Caracas, où il sera traité de l'attitude des USA vis-à-vis du Tiers-Monde, l'autre à Lagos où devrait être énoncée la politique américaine vis-à-vis de l'Afrique.

Qu'est-ce qui fait courir Carter autour de la terre ? Aux USA, on dit ironiquement que lorsque ça va mal à l'intérieur, le président va se chercher une popularité à l'étranger. On dit aussi qu'il est dans les moeurs des présidents démocrates de s'agiter beaucoup au début de leur

mandat. Carter n'a pas failli et sa fébrilité a brassé une foule de problèmes. Aucun n'est résolu. Ni à l'intérieur, ni à l'extérieur. Si Carter va à l'étranger pour oublier les problèmes intérieurs, la grève des mineurs, les déboires du plan énergétique, dont le démantèlement est placidement poursuivi par le Sénat, c'est pour tomber sur des problèmes non moins redoutables.

DES DOSSIERS
DIFFICILES

Au cours de ce voyage, il traitera les dossiers du pétrole avec deux membres de l'OPEP. Une hausse des prix que les États-Unis voudraient bien éviter est à nouveau en discussion au sein de cette organisation, l'Arabie Séoudite l'a annoncé dans

une lettre à Carter. Ni le Vénézuéla, ni le Nigéria ne s'y opposeraient. Il y aura également le dossier du nucléaire, le Brésil a rejeté toutes les exigences américaines pour qu'il renonce au contrat avec l'Allemagne. Ce contrat permettrait au Brésil de se doter d'une technologie susceptible de lui permettre de s'équiper en armes nucléaires. L'un des résultats des pressions américaines a été que les firmes allemandes ont emporté des marchés à la barbe des sociétés américaines, dans une région où elles faisaient la loi. A l'égard du même Brésil, la politique des droits de l'homme qui avait conduit les USA à faire des remontrances au régime a reçu comme réponse la rupture des accords militaires. A l'égard de l'ensemble des pays d'Amérique latine, la volonté proclamée de ne plus se compromettre avec des régimes dictatoriaux, n'a pas eu de résultats pratiques sensibles pour l'instant. A bien des égards, la politique dite est assez éloignée de la politique faite ; ni au Chili, ni au Nicaragua, ni en Argentine, les États-Unis n'ont été jusqu'à retirer aux régimes aidés, le soutien qui con-

tribue à les maintenir. En Afrique, l'ère inaugurée par la nomination du noir-américain Andrew Young n'est pas allée au delà d'une remise en cause verbale des régimes racistes d'Afrique australe. D'autre part, l'attitude de l'administration face aux initiatives soviétiques soulevait des critiques extrêmement vives parmi une grande partie des politiciens.

UNE SÉRIE
D'ÉCHECS

A l'étranger, Carter se trouve confronté à la nécessité de mettre en place une nouvelle politique et à la difficulté d'y parvenir, à la suite des échecs subis par les administrations précédentes, et de l'apparition de la force des pays du Tiers-Monde d'une part et des difficultés de l'impérialisme américain à faire face aux ambitions soviétiques d'autre part. Et là, Carter retrouve la politique intérieure : jamais à un tel point la politique étrangère n'avait été contestée aux États-Unis. On voit apparaître une sorte de contre-gouvernement plus ou moins organisé autour de Kissinger. Qu'il s'agisse de la politique à l'égard du Tiers-Monde ou à l'égard de l'URSS, la politique

étrangère de Carter est mise en cause par des comités, des institutions diverses qui s'épanouissent à Washington. Kissinger prend contact avec toutes les délégations étrangères qui viennent rencontrer Carter.

L'administration actuelle est prolifique en grandes constructions « architecturales » pour sa politique mondiale. « Les droits de l'homme », le « nouvel ordre économique mondial » remis sous la coupe des multinationales en sont des aspects importants pour le Tiers-Monde. Ils constituent en eux-mêmes une tentative pour maintenir un leadership américain là où il a été combattu et là où il est menacé à terme. Les grandes tournées destinées à asseoir ces projets ne peuvent surmonter les profondes dissensions qui agitent la classe politique US à leur propos. Il reste qu'avant tout, les uns et les autres veulent tailler la meilleure part aux grandes firmes US et aux États-Unis : c'est de ce pillage-là que les pays du Tiers-Monde ne veulent plus, cette politique de domination que les peuples du Tiers-Monde combattent.

G. CARRAT

A l'heure du « consensus » giscardien,
l'échec du « modèle » britannique

DES CONDITIONS AGGRAVÉES POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Face à une attaque sans précédent contre leurs conditions de vie et de travail, les ouvriers britanniques ont engagé, depuis 1974, des luttes qui se sont heurtées au « contrat social » qui avait prévu une « restriction volontaire des revendications salariales ».

En 1975, la limite des hausses était de six livres ; en 1976, de 4 livres. Le contrat social comportait également une « règle de douze mois » en vertu de laquelle un contrat ne peut être renégocié qu'au bout d'une année.

En 1977, alors que les salaires réels avaient baissé pendant trois années consécutives, les travailleurs n'ont plus admis la restriction des revendications salariales. De ce fait, la centrale syndicale (TUC) n'a pu entériner la troisième phase du contrat social. Bien que le TUC ait approuvé à nouveau la « règle des 12 mois », le contrat officiel est mort, au moins officiellement.

Le gouvernement a remplacé son accord avec le TUC par ses propres « indicateurs » : c'est ainsi qu'il limite les hausses des salaires à 10 % et menace de priver d'achats publics toute firme qui accepterait d'octroyer une hausse supérieure à 10 %.

FIN 1977, VAGUES DE LUTTES

La fin de 1977 a vu une vague de

grèves sans précédent, sous un gouvernement travailliste, la plupart s'opposant aux limites fixées par le gouvernement. Bien que le contrat social n'ait pas été officiellement reconduit, son ombre hante encore les luttes ouvrières, et l'attitude des directions syndicales n'a pas réellement changé. Par exemple, en août, quand les ouvriers d'une brasserie de Manchester dépendant de la multinationale « Grand Metropolitan » se sont mis en grève « pour quinze livres et contre le contrat social », les responsables syndicaux complices du gouvernement ont refusé de soutenir officiellement cette lutte. Ils ont essayé d'isoler les grévistes en prétextant qu'« on pourrait nous expulser du syndicat parce qu'on tente de briser le contrat social ».

Il y a bien d'autres cas où on a tenté d'isoler des travailleurs au nom du contrat social. En novembre, les 2 500 ouvriers de six tréfileries de Warrington et Sheffield se sont mis en grève pour la première fois, depuis 40 ans, avec des revendications allant bien au delà des limites fixées par le gouvernement. Les dirigeants syndicaux liés au Parti travailliste ont refusé les allocations de grève et ont même volé des collectes faites par les ouvriers pour les bloquer dans la caisse du syndicat. En même temps, ils entamaient des négociations séparées et secrètes avec les patrons.

Souvent, dans les secteurs privés, les travailleurs qualifiés peuvent déborder les limites de salaires au moyen de « faux accords de productivité » à condition, bien sûr, que ceux-ci restent secrets. Un « shop steward » (délégué syndical) nous déclarait : « Un shop steward qui laisserait passer un véritable accord de productivité ne serait pas un shop steward digne de ce nom ! »

L'ÉTAT-PATRON

Mais c'est dans le secteur public et nationalisé que l'état des restrictions salariales est le plus durement ressenti. A Liverpool, où les 18 000 ouvriers de British Leyland ont fait grève depuis novembre pour le maintien de l'emploi et la réduction des cadences sur les chaînes, la direction de l'entreprise nationalisée a répondu en fermant l'usine et en licenciant 3 000 travailleurs, décision dite « non négociable », sans appel. Et cela, dans une région où il y a déjà plus de 10 % de chômeurs. Ce coup dirigé contre les travailleurs de British Leyland fait partie d'un plan de restructuration de l'entreprise pour un maximum de rentabilité, plan qui a rencontré « l'approbation complète » du premier ministre Callaghan.

Même attitude de la direction à British Steel où la direction a donné comme

préalable à un accord salarial (en deça des 10 %), la fermeture d'un certain nombre d'usines pour moderniser et « réduire l'excédent de main d'œuvre ». Elle a même menacé, dans l'éventualité (fort probable) d'une grève, d'importer de l'acier de l'étranger.

A British Ship Building (chantiers navals, récemment nationalisés), la direction a utilisé l'âpre compétition internationale dans ce secteur pour briser les grèves et accroître l'intensité de travail. Ainsi, lors d'une grève au chantier Swan Hunter à Newcastle, elle a transféré les travaux qu'il avait dû exécuter au chantier Govan en Ecosse. Ce chantier est un terrain d'expérience pour l'intensification du travail grâce au chronométrage et autres méthodes auxquelles les travailleurs avaient toujours résisté.

Le Parti travailliste s'appuie-t-il sur sa propre étiquette « socialiste » et le soutien traditionnel que lui apporte le mouvement ouvrier ? Une fois arrivé au pouvoir, les promesses sont oubliées et la répression et le dévoiement des luttes ouvrières commencent. Les nationalisations, loin de représenter une étape vers le socialisme, ou même une « société plus juste » fonctionnent, avec les travaillistes, comme moyen de faire payer la crise aux ouvriers.

(à suivre)
Correspondance

PROGRAMME TÉLÉ

Mercredi 29 mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
19 h 55 - Tirage du loto
20 h 00 - Journal
20 h 30 - L'équipage
22 h 00 - Paris pour mémoire
22 h 55 - Journal et fin

A 2

18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Question de temps. *Une autre médecine*
21 h 40 - Personnages de la vie. Hans Hartung
22 h 35 - Journal et fin

FR 3

18 h 25 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Avec la peau des autres. *Film français*
22 h 00 - Journal
22 h 15 - Ciné regards. *La cinémathèque*
20 h 30 - Concert
22 h 00 - Jean-Christophe. *Feuilleton TV en 9 épisodes*
22 h 55 - Basket-Ball
23 h 25 - Journal et fin

Jeudi 30 mars

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure : les accidents du travail (1). Bâtiments et travaux publics, un triste record.
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Concert : l'orchestre de Radio-France interprète deux symphonies de Beethoven.
— Huitième symphonie
— Troisième symphonie, «héroïque».
22 h 00 - Jean Christophe
22 h 55 - Basket-ball : coupe d'Europe des clubs
23 h 25 - Journal et fin.

A 2

17 h 55 - Fenêtre sur...
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 45 - Formations politiques
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Le grand échiquier. *Charles Trenet*
23 h 10 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - L'innocent. *Film italien de L. Visconti 76*
22 h 30 - Journal
22 h 45 - Un événement

Les radios libres par le collectif

Radio libre populaire

Petite coll. Maspéro

L'idée de faire des «radios libres» ne date pas d'hier. Les citations de Boris Vian en exergue des chapitres de ce petit ouvrage viennent nous le rappeler : «Un émetteur MF coûte moins cher qu'une imprimerie et une émission peut toucher 1 000 000 de gens, pour le même prix que si elle en touchait 10 000.»

Les auteurs s'emploient en quelque sorte à démontrer la simplicité de ce type d'action et son intérêt. Après avoir abordé, plus que succinctement, les positions des partis de droite sur le monopole et rappelé le rôle des radios dans la campagne contre l'Unité populaire au Chili, celles des partis de gauche sont évoquées : elles équivalent à une reconnaissance de fait des radios privées périphériques, moyennant une taxe vis-à-vis de l'ORTF. La démocratie, en la matière, c'est pour le PC et le PS «la répartition des bureaux feutrés et moquetés des sociétés de radio (...). On ne verra pas la radio pénétrer dans les entreprises, les écoles, les quartiers, pour rendre compte de la vie des hommes et des femmes qui se battent pour changer leur sort.» Ces mêmes structures incontrôlées par les masses seraient utilisées par ces partis servies «à la sauce démocratique». Trop rapidement, le collectif fait mention du dernier argument des partis de gauche face aux radios libres : «Il faut éviter une situation à l'italienne». Ces partis font mine de défendre le monopole, mais comme si ce n'était pas pour lui-même.



Emission en direct et en public de Radio Onz'Débrouille sur la place d'Aligre (Paris).

Argument fallacieux s'il en est. Reflet des ambiguïtés de l'ouvrage, la co-existence dans le même chapitre de ces deux réflexions : «Tant que la bourgeoisie dominera politiquement, économiquement et socialement, elle dominera aussi les ondes» et celle pleine d'illusions : «La possibilité de la démocratisation dépend directement de l'arrivée au pouvoir de l'Union de la gauche»...

Ces lignes écrites avant les élections, tombent quelque peu à plat aujourd'hui...

Plus claire et percutante est l'analyse de la radio telle qu'elle est aujourd'hui : «Partout la parole est volée, dérobée, falsifiée, détournée, troquée : ceux qui font la vie réelle, qui travaillent, qui luttent, qui rêvent sont systématiquement évacués des on-

des.» Traduisant l'avancée du débat sur ce point, les auteurs remettent justement la technique à sa place, une place qui doit être secondaire : «Une radio libre populaire ne doit pas être un gadget de quelques-uns, elle doit être partie prenante de la réalité du mouvement.» En constituant de vastes réseaux de soutien, en coordonnant les radios libres, en s'exprimant ouvertement et en étant accessible à tous ceux qui luttent : «En aucun cas, une radio populaire ne saurait être clandestine.»

Après ces appréciations, les auteurs expliquent en détail comment construire une radio libre, un émetteur, monter une antenne, et pour quel prix (en général modique) faire tout cela.

Il reste que cet ouvrage

laisse un peu sur notre faim. Parce que déjà le débat porte plus avant la réflexion sur les radios libres ; parce qu'un début de pratique a permis de mieux mesurer l'opposition sournoise des partis de gauche, donc des structures syndicales où ils dominent ; parce qu'enfin, et surtout, la question fondamentale (une fois les pré-fiers balbutiements dépassés), celle du contenu politique d'une radio vraiment populaire ne trouve pas uniquement sa réponse dans la prise en main collective de la radio, mais aussi dans le débat sur son rôle dans les luttes, dans l'information politique, dans la définition et la construction d'un mouvement populaire dégagé de l'influence des partis bourgeois de droite comme de gauche.

Et l'acier fut trempé

98^e épisode

Pavel Kortchaguine demande au secrétaire du comité provincial du Komsomol d'aller travailler dans les ateliers.

Le secrétaire accepta. Il jeta quelques mots sur une feuille de papier.

— Transmettez cette note au camarade Toufta, il arrangera la chose.

Au service administratif, Toufta traitait de tous les noms son adjoint, chargé de tenir les registres à jour. Pavel les écouta un moment se disputer, puis, voyant qu'il y en avait encore pour longtemps, il coupa la parole au chef furibond :

— Tu finiras de l'engueuler plus tard, Toufta. Voilà une note, délivre-moi des papiers en règle.

Toufta regarda longuement tantôt la note, tantôt Kortchaguine, et finit par comprendre.

— Ah ! Tu n'es donc pas mort ? Que faire maintenant ? Tu es rayé des effectifs. J'ai moi-même renvoyé ta fiche au Comité central. Et puis, tu ne figures pas au dernier recensement. D'après une circulaire du Comité central du Komsomol, cela entraîne l'exclusion. Il ne te reste qu'une chose à faire : demander purement et simplement une nouvelle adhésion, conclut-il d'un ton sans appel.

Kortchaguine fit la grimace :

— Toujours le même ! Tu as beau être jeune, tu es pire qu'un rat de bibliothèque gavé de vieilles archives. Quand donc seras-tu un homme, Volodka ?

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Toufta sursauta, comme piqué par une guêpe.

— Je te prie de ne pas me donner de conseils, je suis responsable de mon service. Les circulaires ne sont pas faites pour être tournées. Quant à l'épithète de «rat», tu en répondras devant les autorités.

Il prononça ces derniers mots avec un accent de menace et attira démonstrativement vers lui une pile de courrier non décacheté, montrant par toute son attitude que l'entretien était terminé.

Pavel se dirigea tranquillement vers la porte, mais, se souvenant de quelque chose, il retourna sur ses pas et reprit la note du secrétaire, qui était restée sur le bureau. Toufta surveillait ses gestes. Ce jeune petit vieux aux grandes oreilles, méchant et hargneux, était à la fois désagréable et ridicule.

— D'accord, fit Kortchaguine, affichant un calme railleur. On peut évidemment m'accuser de «désorganiser la statistique», mais dis-moi comment tu l'arranges pour obtenir des sanctions contre ceux qui ont la malencontreuse idée de mourir sans avis préalable. Ce sont des choses qui arrivent : on tombe malade, et puis on meurt, et il n'y a sans doute pas de circulaire à ce sujet.

— Ho, ho, ho ! hennit joyeusement l'adjoint de Toufta, incapable de rester neutre plus longtemps.

La mine du garçon que manipulait Toufta se brisa. Rageusement, il le jeta par terre, mais n'eut pas le temps de répondre à son adversaire. Un

groupe fit irruption dans la pièce, bavardant et riant. Okounev en était. A la stupefaction joyeuse succédèrent des questions sans fin. Quelques instants plus tard arriva un autre groupe de jeunes, avec Olga Iourénéva. Elle lui serra longuement les mains, décontenancée mais heureuse.

On obligea Pavel à tout raconter en commençant par le début. La joie sincère des camarades, leur amitié et leur sympathie authentiques, les solides poignées de main, les tapes dans le dos, les bourrades fraternelles lui firent oublier Toufta. Mais vers la fin de la conversation, lorsqu'il rapporta leur entretien, des exclamations indignées s'élevèrent de toutes parts. Iourénéva gratifia Toufta d'un regard anéantissant et se précipita chez le secrétaire du comité provincial.

— Allons voir Nejdánov ! Il va lui secouer les puces.

En disant ces mots, Okounev passa son bras autour des épaules de Pavel et toute la bande suivit Iourénéva.

— Il faut l'enlever de son poste et l'envoyer pour un an comme débardeur chez Pankratov. C'est un bureaucrate fini ! insistait violemment Olga.

Le secrétaire du comité souriait avec condescendance en écoutant Okounev, Olga et les autres exiger la révocation de Toufta.

— Pour ce qui est de la réintégration de Kortchaguine, il recevra sa carte immédiatement, voilà un point d'acquis, tranquillisa-t-il Olga. Et il poursuivit : Je pense comme vous que Toufta est un formaliste. C'est son grand défaut. Mais il faut quand même reconnaître qu'il a très bien organisé son travail. Partout où je suis passé, dans tous les comités du Komsomol, la statistique et l'enregistrement sont la bouteille à l'encre, on ne peut se fier à aucun chiffre.

A SUIVRE

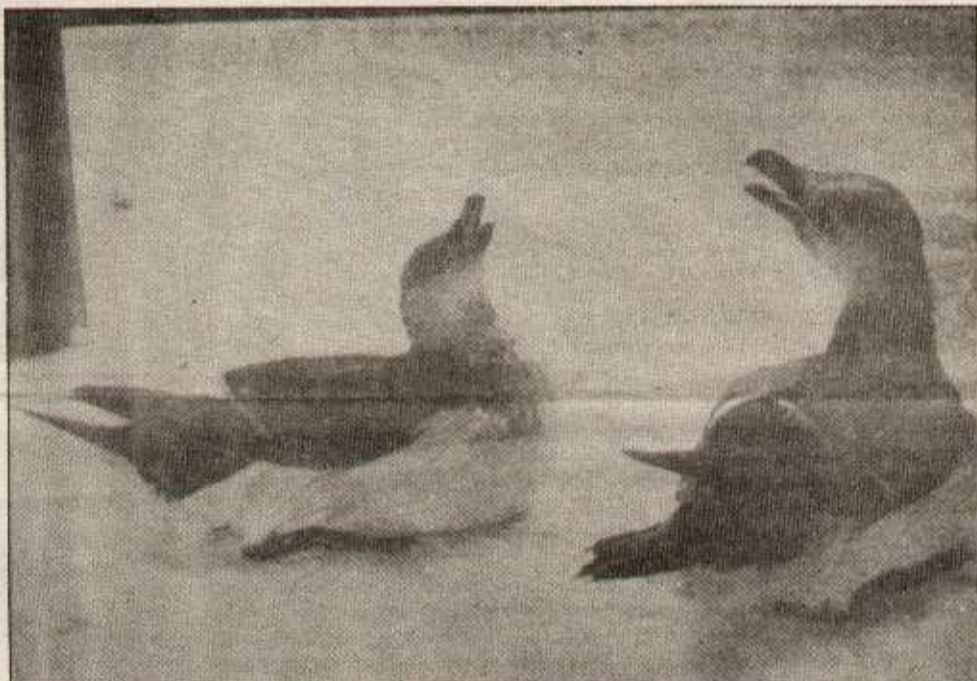
Alors que les Sept Iles reprenaient vie

LA FIN TRAGIQUE DES OISEAUX DE MER

Par Claude ANCHER

«Pour les oiseaux, la pollution est irréversible. Certaines espèces vont disparaître». C'est le diagnostic que vient de faire Alain Bombard.

Les efforts faits après la marée noire du «Torrey Canyon» qui avait, il y a onze ans, gravement décimé les espèces d'oiseaux protégées dans les réserves bretonnes, ces efforts sont à nouveau ruinés. Sur les 25 réserves d'oiseaux de mer, douze sont désormais atteintes par le mazout de l'«Amoco Cadiz». Parmi elles, la plus importante, celle des Sept Iles, au large de Perros-Guirec.



Des pingouins soignés à la clinique de Brest.

En plus de la marée noire, les dégazages clandestins

L'énorme pollution créée par la marée noire ne doit pas faire oublier qu'en temps «normal», la mer n'est pas à l'abri de la pollution par les hydrocarbures. D'ailleurs, on trouve toute l'année des oiseaux mazoutés échoués sur les plages de la Manche. Cette pollution non spectaculaire mais constante est notamment l'œuvre des dégazages clandestins des pétroliers. Alors que cela est formellement interdit, les pétroliers ont pris l'habitude, lorsqu'ils se savent à l'abri de tout regard, de vidanger au large les gaz résiduels des cuves. Le pétrole jeté en mer pendant l'opération arrive, quelque temps après, sur les côtes sous la forme de nappes ou de nodules compacts.

A l'occasion de la marée noire, la tentation a été forte de mêler au fuel de l'«Amoco» le fuel des dégazages. Beaucoup de pétroliers ne s'en sont pas privés, y compris dans des zones où, de toute évidence, il ne pouvait y avoir confusion avec la marée noire. C'est ainsi que la plage de Batz-sur-Mer et celle du Croisic dans la Loire-Atlantique, ont subi une importante pollution dimanche dernier. Le maire de Batz a décidé de porter plainte, mais comme d'habitude, il est certain qu'on ne retrouvera pas les coupables.

Dès le 20 mars, on a repéré des traces de fuel dans la région de Brignogan, au nord-ouest de Porsall et, plus étonnant, dans la baie d'Audierne, bien loin au sud de l'épave de l'«Amoco Cadiz».

Le même jour, des marins-pêcheurs du quartier maritime de Paimpol ont trouvé une nappe de mazout dans le secteur de la Roche-Gautier, au large du phare des Roches-Douvres. Là encore, la position géographique éloignée de la marée noire indique qu'on a eu affaire à un dégazage clandestin.

En 1966, la pollution avait déjà sérieusement frappé, au fil des ans, les différentes espèces d'oiseaux nicheurs rassemblés aux Sept Iles. L'une d'elles était passée de 7 000 couples en 1950 à 2 500 en 66. Mais le «Torrey Canyon» allait porter la mort à grande échelle sur les Sept-Iles. Les petits pingouins, de 400 couples en 66, passaient à 50 couples en 67. Pour les guillemots, 50 couples survivaient sur 200. Sur 4 000 couples de macareux, il en restait à peine quatre cents après la marée noire. Cette haute mortalité s'explique par les particularités de ces oiseaux : comme ils voient très mal, ils pêchent en nageant, donc en plein dans les nappes de fuel. Leur imperméabilité étant détruite, ils meurent de froid.

Pour les goélands argentés, les «éboueurs de la mer» et les fous de Bassan, les plus grands voiliers de l'Atlantique Nord qui sont des oiseaux plongeurs, l'hécatombe fut moindre, mais 10 % furent tout de même anéantis. Ne pouvant voir leurs proies à cause des nappes, ils évitaient le contact avec le pétrole. Mais ces oiseaux



ont l'habitude de rapporter dans leurs nids, même construits, des matériaux végétaux, que le pétrole peut avoir souillés. Du bec, le pétrole gagne les muqueuses digestives, provoquant un phénomène de déshydratation, puis il atteint le foie et les reins. Pour l'ensemble des espèces, il suffit de quelques traces de pétrole sur les ailes pour qu'en faisant sa toilette, l'oiseau souille son bec.

Après le «Torrey Canyon», la Ligue pour la protection des oiseaux a entrepris de repeupler l'île. Pour les macareux, on installa même des nids artificiels, des boîtes avec des trappes d'alimentation pour imiter les terriers que creusent ces oiseaux, dont quarante poussins furent amenés des îles Féroé, archipel danois situé au nord de l'Ecosse. Ce sera sans doute la seule solution envisageable pour que les macareux soient à nouveau visibles aux Sept-Iles après la pollution de l'«Amoco Cadiz».

Nul doute en effet que le bilan va être très lourd.

AU PLUS MAUVAIS MOMENT

Le naufrage du super-tanker pouvait se produire à un moment plus critique pour les oiseaux de mer. Les mois de février à avril sont l'époque du retour des oiseaux nicheurs de la région. Les premières sternes reviennent vers le 15

mars ainsi que le passage maximum des pingouins, guillemots et macareux dans cette région de la Manche.

Le lieu même du naufrage est particulièrement critique. Avant même l'extension de la pollution vers l'est et les Sept-Iles, le mazout a touché l'île de Trévoch qui était jusqu'à présent le principal site de nidification des sternes, des hirondelles de mer, grâce à

sa mise en réserve par la Société pour la protection de la nature en Bretagne.

LE CIMETIERE MARIN

Dès le début de la marée noire, les cliniques pour oiseaux mazoutés, qui avaient déjà fonctionné lors des précédentes marées noires, se sont mises en place. Des centaines de volontaires, et parmi eux des étudiants de l'Université de Bretagne qui ont arrêté les cours, se sont mis en quête sur les plages des centaines d'oiseaux touchés. La plupart sont morts quand on les trouve. Ceux qui vivent encore n'ont malheureusement aucune chance de survivre, l'expérience passée en a apporté la preuve. Le premier réflexe des oiseaux mazoutés est de se nettoyer seuls, donc d'absorber du pétrole. Une fois recueillis, ils se laissent mourir de faim. Si le gavage réussit malgré tout, un autre problème surgit. Les fous de Bassan par exemple s'approprient en trois ou quatre jours. A partir de là, ils deviennent incapables de reprendre une vie autonome. Les remettre en liberté revient à les condamner à mort.

D'ores et déjà, dans les «cliniques», les morgues, faudrait-il plutôt dire, les centaines d'oiseaux mazoutés recueillis ne sont que le début de la plus grande hécatombe d'oiseaux de mer qu'on ait jamais connue.

HUMOUR... NOIR !

Il y a quelques jours, René Monory, secrétaire d'Etat à l'Industrie nous a annoncé la date du prochain changement d'heure. Ce sera pour le 2 avril. Sans dissimuler une fierté bien naturelle, notre ministre a tenu à rappeler que cette mesure a permis l'année dernière d'économiser l'équivalent de 300 000 tonnes de pétrole. Venir se vanter de ce résultat quand une quantité de pétrole presque identique vient de polluer nos côtes, voilà qui ne manque pas d'aplomb ou d'humour... noir ! Mais prendre des mesures pour faire l'économie d'une marée noire, c'est bien sûr plus compliqué que de donner un petit coup de pouce aux pendules !